

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:
 ar plesūtišanu: bez plesūtišanas:
 par Ls (saņemot ekspedīciju)
 gadu 22,—
 1/2 gadu 12,—
 3 mēn. 6,—
 1 2,—
 Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13
 1/2 gadu 18,—
 3 mēn. 10,—
 1 5,—
 Par atsevišķu numuru 1,70
 Runas stundas no 11—12

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:

Rīgā, pili, 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili, 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

- a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienēs jāgām rindinām Ls 4,—
- b) par katu tālāku rindipu „ 15
- c) citu iestāžu sludinājumi par katu vienēs jāgām rindipu „ 20
- d) no privatiem par katu vienēs rindipu (par obligat. sludin.) „ 25
- e) par dokumentu pazaudešanu no katras personas „ 80

104. num.

Otrdien, 1937. g. 11. maijā

Divdesmitais gads

Likums par starptautisko konvenciju par saimniecisko statistiku. — Zemkop. ministr. rīkojums visiem depart. un autonomo uzņēmumu direktoriem, Veterinārpārvaldes priekšn. un visiem valsts saimniecību pārzīpiem un vadītājiem. — Sabiedrisko lietu ministr. lēmumi par: 1) Dundagas laukkopības pārraudzības biedr., 2) Vitrupes jūras mednieku biedr. „Neptuns“, 3) „Hebraeischer Taubstummenbund“, 4) biedrības „Zvaigzne“, 5) Cieceres sporta biedrības un 6) Jaunpils 1. laukkopības pārraudzības biedrības likvidēšanu. — Tarifs pasažieru pārvadāšanai valsts dzelzceļu autobusos starp Rīgu-Siguļu un Rīgu-Raganu. — Dzelzceļu virsvaldes rīkojums. — Valutas komisijas rīkojums.

Ministru kabinets 1937. g. 20. aprīlī
ir pieņemis un Valsts Prezidents zsludina
sādu likumu:

Likums par starptautisko konvenciju par saimniecisko statistiku.

- Ženevā 1928. gada 14. decembrī noslēgtā „Starptautiskā konvencija par saimniecisko statistiku“ ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Lidz ar likumu izsludināmā 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
- Konvencija stājas spēkā tās 15. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1937. g. 21. aprīlī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Convention Internationale Concernant les Statistiques Économiques.

PRÉAMBULE.

Le Président du Reich allemand; le Président fédéral de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Bulgares, Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig; Sa Majesté le Roi d'Egypte; le Gouvernement de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande; le Président de la République française; le Président de la République hellénique; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président de la République de Lettonie; Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République de Pologne; le Président de la République portugaise; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral suisse; le Président de la République tchécoslovaque.

Reconnaissant qu'il est important de disposer de statistiques indiquant la situation et le mouvement économiques du monde dans son ensemble et dans les différents pays, et d'établir ces statistiques sur des bases permettant de les comparer;

Considérant que ce but ne saurait être mieux atteint que par une action simultanée et concertée, sous la forme d'une Convention internationale propre à assurer la préparation et la publication officielles de diverses catégories de statistiques économiques et l'adoption générale de méthodes uniformes pour l'élaboration de certains relevés statistiques;

Ont désigné comme leurs plénipotentiaires à cet effet:

Le Président du Reich allemand:

Le professeur Dr. Ernst Wagemann, Président de l'Office de Statistique du Reich;
Le docteur Hans Platzer, Directeur à l'Office de Statistique du Reich;

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

M. Walter Breisky, ancien Vice-Chancelier, Président de l'Office de Statistique;
Le docteur Emil Ferdinand Rothe, Conseiller ministériel et Chef du Service de Statistique commerciale au Ministère fédéral du Commerce et des Communications;

Le docteur Rudolph Riemer, Conseiller aulique à l'Office Fédéral de Statistique;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. A. Julin, Secrétaire général au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale;

Le Président des États-Unis du Brésil:

M. J. A. Barbosa - Carneiro, Attaché commercial à l'Ambassade des États - Unis du Brésil à Londres;
M. Antonio Cavalcanti Albuquerque de Gusmão, Chef de Section à la Direction générale de Statistique;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Sir Sydney Chapman, K. C. B. E., principal Conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne;

Pour l'Union Sud-Africaine:

Mr. Daniel J. de Villiers, Attaché commercial pour l'Union Sud-Africaine en Europe;

Pour l'État libre d'Irlande:

Mr. Sean Lester, Représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Dmitri Michaykoff, Professeur à l'Université de Sofia, Président du Conseil supérieur de Statistique du Royaume, Député au Sobranie;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. Adolph Jensen, Directeur du Département de Statistique de l'État;

Le Président de la République de Pologne:

Pour la Ville libre de Dantzig:

M. E. Szturm de Sztram, Chef de Division à l'Office central de Statistique de Pologne;

Le docteur Martin J. Funk, Directeur de l'Office de Statistique de la Ville libre de Dantzig;

Sa Majesté le Roi d'Égypte:

Mr. James I. Craig, Secrétaire financier au Ministère des Finances;
Henein Bey Henein, Contrôleur du Département de Statistique et du Recensement;

Le Gouvernement de la République d'Estonie:

M. Albert Pullerits, Directeur du Bureau central de Statistique;

Le Président de la République de Finlande:

Le docteur Rudolf Holsti, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le docteur Martti Kovero, Directeur du Bureau central de Statistique;
M. Werner Lindgren, Directeur du Bureau de Statistique à la Direction générale des Douanes;

Le Président de la République française:

M. Huber, Directeur de la Statistique générale de la France;
M. Gayon, Chef du Service de la Statistique commerciale à la Direction générale des Douanes;

Le Président de la République hellénique:

M. D. Bikelas, Chargé d'affaires à Berne;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

M. Jules de Konkoly-Thege, Conseiller ministériel, Sous-Directeur de l'Office central de Statistique;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le docteur Corrado Gini, Président de l'Institut central de Statistique du Royaume;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. Nobumi Ito, Directeur-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations, Conseiller d'ambassade;

Le Président de la République de Lettonie:

M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg:

M. Charles Vermaire, Consul à Genève;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Gunnar Jahn, Directeur du Bureau central de Statistique;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le professeur Dr. H. W. Methorst, Directeur général du Bureau de Statistique;

Le professeur Dr. L. P. Le Cosquino de Bussy, Directeur du Musée commercial de l'Institut colonial;

Le Président de la République de Pologne:

M. E. Szturm de Sztram, Chef de Division à l'Office central de Statistique;

Le Président de la République portugaise:

M. F. de Calheiros e Menezes, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations;

M. C. A. Chambica da Fonseca, Chef de Division à la Direction générale de Statistique au Ministère des Finances;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Constantin Antoniade, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

M. Constantin Fotitch, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Le docteur Max Birkovitch, Chef de Section à la Direction de la Statistique de l'Etat;

M. Lazare Kostitch, Professeur d'Université;

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. I. Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Conseil fédéral suisse:

M. W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Économie publique;

Le docteur J. Lorenz, Privat-Docent à Fribourg;

M. K. Acklin, Chef de la Section de Statistique commerciale à la Direction générale des Douanes;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Le docteur J. Mráz, Conseiller ministériel à l'Office de Statistique;

Le docteur J. Ryba, Conseiller à l'Office de Statistique;

Le docteur Horáček, Conseiller au Ministère du Commerce;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à établir et à publier, pour toutes les parties des territoires sous leur administration auxquelles s'applique la présente Convention, et aux divers intervalles convenus, les catégories de statistiques prévues à l'article 2 ci-dessous.

2. En ce qui concerne les statistiques prévues par la présente Convention, tout territoire ayant une organisation statistique spéciale peut être considéré pour les statistiques ainsi établies, comme formant une unité distincte. Dans les statistiques publiées conformément à la présente Convention, le territoire auquel elles s'appliquent devra être spécifié.

3. Les obligations définies dans la présente Convention sont subordonnées aux clauses d'interprétation et aux réserves qui figurent dans le Protocole annexé à la présente Convention, ainsi qu'aux réserves qui pourraient être ultérieurement admises en vertu des dispositions de l'article 17.

Article 2.

Les catégories de statistiques visées à l'article précédent sont les suivantes:

I. — Commerce extérieur.

a) Relevés annuels et mensuels de la quantité et de la valeur des importations et des exportations.

b) Relevés annuels et, si possible, trimestriels, ou de préférence mensuels, indiquant le tonnage net des navires de chaque nationalité employés dans le commerce extérieur, entrés dans les ports du pays ou sortis de ces ports.

II. — Professions.

Relevés de la population par professions, établis et publiés au moins une fois par période décennale et se référant à la dernière année de la période décennale (c'est-à-dire à 1930, 1940, 1950, etc.) ou à une année aussi proche que possible de celle-ci.

His Majesty the King of Egypt:

Mr. James I. Craig, Financial Secretary to the Ministry of Finance;
Henein Bey Henein, Controller of the Department of Statistics and Census;

The Government of the Estonian Republic:

M. Albert Pullerits, Director of the Central Bureau of Statistics;

The President of the Republic of Finland:

Dr. Rudolf Holsti, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

Dr. Martti Kovero, Director of the Central Bureau of Statistics;

M. Werner Lindgren, Director of the Bureau of Statistics in the General Customs Department;

The President of the French Republic:

M. Huber, Director of the General Statistical Office of France;

M. Gayon, Chief of the Trade Statistical Service of the General Customs Department;

The President of the Hellenic Republic:

M. D. Bikelas, Chargé d'Affaires at Berne;

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Jules de Konkoly-Thege, "Conseiller Ministériel", Assistant-Director of the Central Bureau of Statistics;

His Majesty the King of Italy:

Dr. Corrado Gini, President of the Central Institute of Statistics;

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Nobumi Ito, Deputy Director of the Imperial Japanese Bureau for the League of Nations; Counsellor of Embassy.

The President of the Latvian Republic:

M. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxembourg:

M. Charles Vermaire, Consul at Geneva;

His Majesty the King of Norway:

M. Gunnar Jahn, Director of the Central Bureau of Statistics;

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Professor Dr. H. W. Methorst, Director-General of the Office of Statistics;

Professor Dr. L. P. le Cosquino de Bussy, Director of the Commercial Museum of the Colonial Institute;

The President of the Polish Republic:

M. E. Szturm de Sztram, Head of Division in the Central Bureau of Statistics;

The President of the Portuguese Republic:

M. F. de Calheiros e Menezes, Chief of the Portuguese Office accredited to the League of Nations;

M. C. A. Chambica da Fonseca, Chief of Division, General Department of Statistics of the Ministry of Finance;

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin Antoniade, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:

M. Constantin Fotitch, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

Dr. Max Birkovitch, Chief of Section in the State Department of Statistics;

M. Lazare Kostitch, University Professor;

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The Swiss Federal Council:

M. W. Stucki, Head of the Commerce Division of the Federal Department of Public Economy;

Dr. J. Lorenz, Privatdozent at Fribourg;

M. K. Acklin, Chief of the Section of Commercial Statistics in the General Customs Department;

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. J. Mráz, "Conseiller ministériel" in the Statistical Office;

Dr. J. Ryba, Adviser in the Statistical Office;

Dr. Horáček, Adviser in the Ministry of Commerce;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to compile and publish, in respect of every part of the territories under their administration to which the present Convention applies, the statistics mentioned in Article 2 below and at the intervals stated therein.

2. For the purposes of the statistics required by the present Convention, every territory possessing a separate statistical system for any class of statistics may be shown in such statistics as a separate unit. It shall be stated in all statistics published under the provisions of this Convention to what territories such statistics apply.

3. The obligations contained in the present Convention are subject to the interpretations and to the reservations which are set out in the Protocol to the present Convention and to the reservations which may be allowed hereafter under the provisions of Article 17 below.

Article 2.

The classes of statistics referred to in the preceding article are the following:

I. External Trade.

(a) Annual and monthly returns of the quantity and value of imports and exports;

(b) Annual, and if possible quarterly or preferably monthly, returns showing the net tonnage of vessels engaged in external trade entered at and cleared from the ports of the country concerned, according to their nationalities.

II. Occupations.

Returns of the population according to occupations to be compiled and published at least once in each decade, and to relate to the closing year of the decade (that is to say, the years 1930, 1940, 1950 and so on), or to a year as near as possible to such closing year.

III. — Agriculture, élevage, sylviculture et pêche.

A) Recensement général de l'agriculture, effectué, si possible, une fois par période décennale, dans l'esprit des propositions de l'Institut international d'Agriculture et, si possible, pour l'année proposée par ce dernier.

B) Relevés annuels indiquant:

1^o La répartition des superficies cultivées entre les principales cultures, en spécifiant, si possible, et dans les cas où il y aurait intérêt à le faire, tant les superficies ensemencées ou plantées que les superficies où la récolte a été effectuée, et
2^o Les quantités récoltées pour ces cultures.

C) Relevés périodiques, annuels si possible, du nombre de têtes pour les principales espèces du cheptel vif, en indiquant, si possible, le sexe et l'âge.

D) En ce qui concerne les pays pour lesquels la production des bois présente une importance économique, relevés périodiques des ressources forestières indiquant la superficie en forêts et, si possible, le cubage sur pied, la pousse annuelle et la coupe annuelle. Il y aura lieu de distinguer, autant que possible, entre les différentes espèces de bois.

E) En ce qui concerne les pays pour lesquels la pêche constitue une branche importante et organisée de l'activité économique, relevés annuels donnant les renseignements suivants: 1^o Quantités débarquées des produits des principales pêcheries maritimes et, si possible, des pêcheries intérieures; 2^o nationalité des bateaux par lesquels ces produits sont débarqués; 3^o nombre et catégories des bateaux nationaux employés à la pêche; 4^o nombre des personnes occupées sur ces bateaux.

S'il est impossible de dresser des relevés complets, il y aura lieu d'indiquer approximativement dans quelle mesure ils sont incomplets.

IV. — Mines et métallurgie.

Relevés (au moins annuels) des quantités produites de ceux des minéraux et des métaux ci-après, dont la production dans le pays présente une importance nationale:

1) Minéraux non métalliques:

Houille (charbon bitumineux ou anthracite), lignite et coke,
Pétrole et gaz naturel,
Nitrates,
Phosphates,
Minéraux potassiques,
Soufre.

2) Minéraux métalliques et métaux:

a) Minerais:

Fer,	Aluminium,	Etain,	Manganèse,
Cuivre,	Plomb,	Zinc,	Nickel,
b) Production de fonderie (effective ou estimée):			
Fer et acier,	Etain,	Antimoine,	Argent,
Cuivre,	Zinc,	Tungstène,	Or,
Aluminium,	Manganèse,	Molybdène,	Platine.
Plomb,	Nickel,	Bismuth,	

V. — Industrie.

A) Relevés statistiques, à intervalles réguliers et, si possible, au moins tous les dix ans:

a) Des établissements industriels ou tout au moins de ceux d'une certaine importance et
b) Si possible, des établissements commerciaux.

Ces statistiques pourront être établies, soit isolément, soit conjointement avec un recensement de la population ou avec un recensement de la production industrielle; elles mentionneront notamment:

1^o Pour ces établissements, le nombre des personnes de chaque sexe qui y sont employées et, si possible, leur répartition entre les diverses catégories professionnelles et entre les adultes et les jeunes gens, en indiquant la limite d'âge entre ces deux catégories.

Il sera également établi, si possible, une évaluation du nombre des personnes employées dans les établissements non recensés.

2^o Pour les établissements industriels, la puissance nominale des moteurs primaires installés, en distinguant, si possible: I) les moteurs à vapeur; II) les moteurs à explosion ou à combustion interne; III) les moteurs hydrauliques, et la puissance nominale des moteurs électriques installés, en indiquant si l'énergie électrique est produite dans l'établissement ou provient du dehors. Dans chaque catégorie, il y aura lieu de distinguer, si possible, les moteurs normalement utilisés et les moteurs inutilisés ou en réserve.

B) Relevés de la production industrielle aussi complets qu'il sera possible à chaque pays de les fournir avec un degré suffisant d'exactitude.

C) Séries statistiques indiquant, pour des périodes régulières, si possible trimestrielles ou, de préférence, mensuelles, les variations de l'activité industrielle dans les branches les plus représentatives de la production, soit en chiffres absolus, soit en chiffres relatifs se rapportant à une période prise pour base des comparaisons.

VI. — Nombres-indices des prix.

Nombres-indices:

a) Exprimant le mouvement général des prix de gros, établis et publiés mensuellement;

b) Exprimant le mouvement général du coût de la vie, établis et publiés au moins trimestriellement.

Les indices du coût de la vie pourront être calculés pour une seule ville ou pour quelques villes choisies parmi les plus représentatives et considérées séparément ou ensemble.

Chaque publication de nombres-indices devra contenir une référence à un bref exposé officiel indiquant les articles dont les prix ont servi au calcul de ces nombres-indices, ainsi que les méthodes employées.

Outre les indices, les prix de gros des principales marchandises devront, autant que possible, être publiés aux mêmes époques, en valeur absolue ou relative.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, afin de faciliter la comparaison des statistiques du commerce extérieur des différents pays, à adopter, pour l'établissement de cette catégorie de statistiques, les principes énoncés à la partie I de l'annexe I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, dans la mesure où les moyens d'investigation dont elles disposent le leur permettent, à dresser, à titre d'essai, les tableaux statistiques spécifiés à la partie III de l'annexe I.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes énoncés à l'annexe II, en ce qui concerne l'établissement des statistiques des pêcheries et conviennent de les appliquer autant que possible dans leurs statistiques respectives.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe III, destinée à servir autant que possible de base en vue de l'établissement des statistiques de la production des minéraux et métaux visés à l'article 2 (IV) dans le cas où la production dans le pays desdits minéraux et

III. Agriculture, Live-Stock, Forestry and Fisheries.

(A) General censuses of agriculture, to be taken if possible once in each decade, on the lines proposed and, if possible, for the year proposed by the International Institute of Agriculture.

(B) Annual returns showing:

(1) The distribution of the cultivated area amongst the principal crops, stating if possible, in cases where such information is of importance, both the areas sown or planted and the areas harvested; and
(2) The quantities of such crops harvested.

(C) Periodical (if possible annual) returns of the numbers of the chief species of live-stock, showing sex and age where possible.

(D) In the case of countries to whose economy timber production is important, periodical returns of forest resources, showing forest area and, whenever possible, timber content, annual growth and annual cut; distinction to be made as far as possible according to the species of the timber.

(E) In the case of countries in which fisheries are an important and organised branch of economic activity, annual returns showing: (1) the products of the main sea fisheries landed and, if possible, of inland-water fisheries; (2) the nationalities of the boats by which such products are landed; (3) the numbers and classes of national boats engaged in fisheries; and (4) the number of persons employed on such boats.

Whenever it is not possible to render complete returns, an approximate indication of the extent to which such returns are defective shall be given.

IV. Mining and Metallurgy.

Returns (at least annual) of the quantities produced of any of the minerals and metals mentioned below, the production of which in the country concerned is of national importance:

(1) Non-Metallic Minerals:

Coal (bituminous or anthracite), lignite and coke,
Petroleum and natural gas,
Nitrates,
Phosphates,
Potash minerals,
Sulphur.

(2) Metallic Minerals and Metals:

(a) Ores of the following:

Iron, Aluminium, Tin, Manganese,
Copper, Lead, Zinc, Nickel.

(b) Smelter production (actual or estimated) of the following:

Iron and Steel, Tin, Antimony, Silver,
Copper, Zinc, Tungsten, Gold,
Aluminium, Manganese, Molybdenum, Platinum,
Lead, Nickel, Bismuth.

V. Industry.

(A) Statistical surveys at regular intervals, and if possible at least once in every ten years, of:

(a) Industrial establishments, including at least all such establishments of any considerable importance; and
(b) If possible, commercial establishments.

Such surveys may be carried out in connection with a census of population or with a census of industrial production or independently, and shall show, *inter alia*:

(1) With regard to such establishments, the number of persons of each sex employed therein; and, so far as possible, such persons according to categories of their employment and distinguishing adults from young persons, the age at which this distinction is made being stated.

An estimate shall also be made, if possible, of the numbers of persons employed in establishments which are not included in the surveys.

(2) In the case of industrial establishments, the nominal capacity of the prime movers (if any) installed, distinguishing, if possible, between (i) steam engines, (ii) internal-combustion engines, and (iii) hydraulic engines; and the nominal capacity of the electric motors installed (if any), indicating whether the electric energy is generated in the establishment or elsewhere. In each of the above-mentioned classes, prime movers and electric motors normally in use should, if possible, be shown separately from those idle or in reserve.

(B) Returns of industrial production, as comprehensive as it may be possible in the case of each country to furnish with a sufficient degree of accuracy.

(C) Statistical series in the form either of absolute figures or relative figures referring to a period taken as a basis of comparison, at regular intervals, if possible quarterly or preferably monthly, showing the variations of the industrial activity of the most representative branches of production.

VI. Index Numbers of Prices.

Index numbers:

(a) Showing the general movement of wholesale prices, to be compiled and published monthly, and

(b) Showing the general movement of the cost of living, to be compiled and published at least quarterly.

The cost-of-living indices may be based on data relating to a single town or to several towns selected as being representative and taken either separately or collectively.

Each statement of index numbers mentioned above shall contain a reference to a short official publication showing the items the prices of which have been used, and the methods employed in the calculation of the indices.

In addition to the indices mentioned above, the wholesale prices, in absolute or relative form, of the principal individual commodities shall, so far as practicable, be published for the same periods.

Article 3.

The High Contracting Parties, in order to facilitate comparison of the statistics of external trade of different countries, undertake to adopt for the purpose of the compilation of this class of statistics the principles set out in Annex I Part I.

The High Contracting Parties further undertake, as far as the means of investigation at their disposal permit, to prepare, for the purposes of experiment, the statistical tables specified in Annex I, Part III.

Article 4.

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles set out in Annex II for the compilation of fishery statistics, and agree to apply them as far as possible in their respective fishery statistics.

Article 5.

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex III for use, so far as practicable, as a basis for their statistics of the production of the minerals and metals referred to in Article 2—IV, whenever the production of such minerals and metals in the country concerned is considered to be of

métaux est considérée comme présentant une importance nationale, et convient d'adopter les mêmes principes dans le cas où elles établiraient des statistiques de la production d'autres minéraux et métaux.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe IV, jointe à la Convention à titre de programme-type d'un recensement de la production industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront un recensement complet ou partiel du type indiqué dans ladite annexe.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, d'une manière générale, les principes dont s'inspire l'annexe V, jointe à la Convention à titre d'exemple, en vue de l'établissement d'indices de l'activité industrielle, et conviennent d'examiner la possibilité d'adopter ceux de ces principes qui seraient applicables lorsqu'elles envisageront l'établissement, sur une large base, d'indices de l'activité industrielle.

Article 8.

1. Un comité d'experts techniques sera désigné à une réunion du Conseil de la Société des Nations et des délégués des États non membres de la Société des Nations représentés à la Conférence de Genève, à raison d'un délégué pour chacun de ces États, au nom desquels des instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés.

2. En dehors des fonctions spéciales qui lui sont confiées en vertu des dispositions de la présente Convention et des instruments annexés, le Comité d'experts mentionné au paragraphe précédent du présent article, pourra formuler tous avis qui lui paraîtront utiles en vue d'améliorer ou de développer les principes et arrangements stipulés dans la Convention au sujet des catégories de statistiques qui y sont envisagées. Il pourra également émettre des avis concernant d'autres catégories de statistiques d'un caractère analogue, dont il semblera désirable et possible d'assurer l'uniformité internationale. Il examinera toutes les suggestions visant les mêmes fins, qui pourront lui être soumises par le Gouvernement de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes. Le Comité d'experts n'émettra pas d'avis concernant les statistiques se rapportant aux finances publiques ou privées (dettes publiques, recettes et dépenses, banque, marché monétaire, bourse, etc.). Il n'émettra pas, sans entente préalable avec les institutions et organisations internationales compétentes, d'avis concernant les statistiques se rapportant à l'agriculture, au travail ou aux transports.

3. Le Conseil de la Société des Nations est prié, si, à un moment quelconque, la moitié au moins des Membres de la Société des Nations et des États non membres au nom desquels des instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, exprime le désir, de convoquer une Conférence en vue de reviser et, s'il y a lieu, d'élargir la présente Convention.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que leurs services de statistiques échangeront directement les relevés statistiques, établis et publiés par eux conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 10.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par la voie d'un autre moyen de règlement amiable, les Parties pourront, d'un commun accord, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition au Comité d'experts visé à l'article 8.

Dans ce cas, le Comité pourra inviter les Parties à lui soumettre, oralement ou par écrit, leurs observations et formulera un avis consultatif au sujet du point en litige.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration du délai de cinq ans mentionné dans l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres, visés à l'article 12, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 12.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au trente septembre mil neuf cent vingt-neuf, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout État non membre représenté à la Conférence de Genève ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite Convention.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux États non membres visés à l'alinéa précédent.

Article 13.

A partir du premier octobre mil neuf cent vingt-neuf, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre visé à l'article 12.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux États non membres visés à l'article 12.

Article 14.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, de ratifications ou adhésions, au nom d'au moins dix Membres de la Société des Nations ou États non membres.

Article 15.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention, conformément à l'article 14, produira ses effets quatre-vingt-dix jours après la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

national importance, and agree, in the event of their compiling statistics of the production of other minerals and metals, to do so on similar lines.

Article 6.

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex IV, which is attached as a model scheme of census of industrial production, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate a complete or partial census of the type indicated in that Annex.

Article 7.

The High Contracting Parties express their general acceptance of the principles underlying Annex V, which is attached as an illustration of a scheme for the compilation of indices of industrial activity, and agree to consider the question of giving effect to such of them as may be applicable when it becomes possible to contemplate the preparation of indices of industrial activity on a comprehensive scale.

Article 8.

1. A Committee of Technical Experts shall be appointed at a meeting of the Council of the League of Nations and one delegate from each State, not a Member of the League of Nations, represented at the Conference of Geneva, on behalf of which ratifications or accessions have been deposited.

2. In addition to the particular functions which are entrusted to it under the provisions of the present Convention and the instruments annexed thereto, the Committee of Experts referred to in the preceding paragraph of this article may make any suggestions which appear to it useful, for the purpose of improving or amplifying the principles and arrangements laid down in the Convention concerning the classes of statistics dealt with therein. It may also make suggestions in regard to other classes of statistics of a similar character in respect of which it appears desirable and practicable to secure international uniformity. It shall examine all suggestions to the same end which may be submitted to it by the Governments of any of the High Contracting Parties.

The Committee shall not make any suggestions in respect of statistics relating to public or private finance (public debt, revenue and expenditure, banking, the money market, stock exchange, etc.), or without the previous agreement of the appropriate international institutions or organisations in respect of statistics relating to agriculture, labour or transport.

3. The Council of the League of Nations is requested, if at any time a desire to that effect is expressed by not less than half of those Members of the League and non-member States on whose behalf instruments of ratification or accession have been deposited, to convene a conference for the revision and, if it seems desirable, the amplification of the present Convention.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake that their respective statistical services shall exchange with each other the statistical returns compiled and published by them in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 10.

Should a dispute arise between two or more High Contracting Parties as to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute not be settled either directly between the parties or by the employment of other means of reaching agreement, the parties may, by mutual consent, submit the dispute, with a view to an amicable settlement, to the Committee of Experts referred to in Article 8.

In such circumstances, this Committee may request the parties to submit their observations either orally or in writing and shall give an advisory opinion on the question at issue.

Article 11.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the five years' period mentioned in Article 16, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and non-member States mentioned in Article 12 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 12.

The present Convention, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear this day's date; it may, until the thirtieth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, be signed on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference of Geneva or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article 13.

As from the first day of October, nineteen hundred and twenty-nine, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 12.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 12.

Article 14.

The present Convention shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less than ten Members of the League of Nations or non-member States.

Article 15.

Ratifications or accessions received after the entry into force of the Convention in accordance with Article 14 shall take effect as from the ninetieth day following the date of their receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 16.

Après l'expiration d'un délai de cinq ans, à dater de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, la présente Convention pourra être dénoncée par écrit, l'instrument de dénonciation étant déposé entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation prendra effet six mois après qu'elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le Membre de la Société ou l'Etat non membre au nom duquel l'instrument a été déposé.

Le Secrétaire général notifiera la dénonciation à tous les Membres de la Société et aux États non membres mentionnés à l'article 12.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres et États non membres de la Société, liés par les dispositions de la présente Convention, est réduit à un nombre inférieur à dix, la Convention cessera d'être en vigueur.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter les réserves apportées à l'application de la présente Convention, telles qu'elles sont formulées dans le Protocole annexé à la Convention et à l'égard des pays qui y sont nommément désignés.

Les gouvernements des pays qui sont disposés à adhérer à la Convention en vertu de l'article 13, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves aux gouvernements de tous les pays au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, en leur demandant s'ils ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois, à dater de ladite communication, aucun pays n'a soulevé d'objection, la réserve en question sera considérée comme acceptée.

Article 18.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations, à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le quatorze décembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, mentionnés à l'article 12.

ALLEMAGNE

Wagemann
Dr Platzer

AUTRICHE

W. Breisky
Dr Rothe
Riemer

BELGIQUE

Conformément à l'article 11 de la Convention, la Délégation belge, au nom de son Gouvernement, déclare ne pouvoir accepter, en ce qui concerne la colonie du Congo belge, les obligations qui découlent des clauses de la présente Convention.

A. Julin

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

J. A. Barbosa-Carneiro
A. Cavalcanti Albuquerque de Gusmão.

GRANDE-BRETAGNE

ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

I declare that my signature does not include any of His Britannic Majesty's colonies, protectorates, or territories under suzerainty or mandate.

S. J. Chapman

UNION SUD-AFRICAINE

Dan. J. de Villiers

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

Sean Lester

BULGARIE

D. Michaykoff

DANEMARK

Conformément à l'article 11, le Groenland est excepté des dispositions de la présente Convention.

En outre, le Gouvernement danois, en acceptant la convention, n'assume aucune obligation en ce qui concerne les statistiques relatives aux îles Féroé.

Adolph Jensen

VILLE LIBRE DE DANTZIG

E. Szturm de Sztram
Dr Martin. J. Funk

ÉGYPTE

James I. Craig
Henein G. Henein

ESTONIE

ad referendum
Albert Pullerits

FINLANDE

Rudolf Holsti
Martti Kovero
Werner Lindgren

Valdības Vēstnesis

Article 16.

After the expiration of five years from the coming into force of the present Convention in accordance with Article 14, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall take effect six months after its receipt by the Secretary-General and shall operate only as regards the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been deposited.

The Secretary-General shall notify all the Members of the League and the non-member States mentioned in Article 12 of any denunciations received.

If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the League and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force.

Article 17.

The High Contracting Parties agree to accept the reservations to the application of the present Convention which are set forth in the Protocol to this Convention and in respect of the countries therein named.

The Governments of countries which are ready to accede to the Convention under Article 13, but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention, may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to the Governments of all countries on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the reservation shall be deemed to have been accepted.

Article 18.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the day of its entry into force.

FRANCE

AU moment de signer la présente Convention, la France déclare que, par son acceptation, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats et territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat.

M. Huber
Gayon

FRANCE

GRÈCE

D. Bikelas
ad referendum

GREECE

HONGRIE

Jules de Konkoly-Thege

HUNGARY

ITALIE

Par l'acceptation de la présente Convention, l'Italie n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne ses colonies, protectorats et autres territoires mentionnés à l'art. 11, alinéa premier.

Corrado Gini

ITALY

JAPON

En vertu de l'Article 11 de la présente Convention, Je Gouvernement japonais déclare que son acceptation de la présente Convention ne s'étend pas à ses territoires ci-après mentionnés: Chosen, Taiwan, Karafuto, le territoire à bail de Kwantung, les territoires sur lesquels le Japon exerce son mandat.

Ito

JAPAN

LETTONIE

ad referendum Charles Duzmans

LATVIA

LUXEMBOURG

Ch. G. Vermaire

LUXEMBURG

NORVÈGE

Gunnar Jahn

NORWAY

PAYS-BAS

Par leur acceptation de la présente Convention, les Pays-Bas n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao.

H. W. Methorst
L. P. de Bussy

THE NETHERLANDS

POLOGNE

E. Szturm de Sztram

POLAND

PORTUGAL

Aux termes des dispositions de l'Article 11, la Délégation portugaise déclare, au nom de son Gouvernement, que la présente convention n'est pas applicable aux colonies portugaises.

F. de Calheiros e Menezes
Casimiro Antonio Chambica da Fonseca

PORTUGAL

ROUMANIE

C. Antoniade

ROUMANIA

ROYAUME DES SERBES,

CROATES ET SLOVÈNES

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

Const. Fotitch
Dr Max Birkovitch
Lazare M. Kostitch

EGYPTE

SUÈDE

K. I. Westman

SWEDEN

SUISSE

W. Stucki
J. Lorenz
K. Acklin

SWITZERLAND

FINLANDE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Dr Jos Mráz
Dr Josef Ryba
Cyril Horáček

CZECHOSLOVAKIA

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés déclarent accepter, en ce qui concerne les diverses dispositions de la Convention, l'interprétation spécifiée à la première partie du présent Protocole, et accepter également les réserves formulées en vertu de l'article 17 de ladite Convention et figurant à la seconde partie du présent Protocole.

I.

Il est entendu:

1^o Qu'aucune stipulation de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou affectant la compétence de l'Institut international d'Agriculture;

2^o Qu'aucune disposition de la présente Convention n'impose l'obligation d'établir et de publier des chiffres qui entraîneraient la divulgation de renseignements relatifs à un établissement particulier quelconque;

3^o Que chacune des Hautes Parties contractantes pourra en cas de force majeure ou d'événements graves menaçant la sécurité de l'Etat, suspendre exceptionnellement, pour une durée aussi courte que possible et dans la mesure où les circonstances l'exigent, l'application des dispositions de la présente Convention;

4^o Que les dispositions de l'article 2—1 a) n'exigent pas l'indication des quantités pour des catégories spéciales de marchandises lorsque cette indication ne présente aucune utilité pratique au point de vue statistique;

5^o Que, dans les relevés mensuels requis à l'article 2—1 a):

a) L'énumération des articles et les renseignements correspondants peuvent être présentés sous une forme abrégée;

b) Les renseignements fournis pour les cas dans lesquels le commerce extérieur d'un pays est relativement peu important peuvent avoir le caractère d'un simple résumé;

6^o Que les propositions de l'Institut international d'Agriculture, mentionnées au paragraphe A) de l'article 2—III, sont celles qui ont été adoptées par la neuvième Assemblée générale de l'Institut et reproduites, à titre documentaire, à l'annexe VI, et que, dans le cas où l'Assemblée générale de l'Institut international d'Agriculture modifierait ces propositions, les Hautes Parties contractantes auront la faculté d'adopter ces modifications;

7^o Que les dispositions des paragraphes B) et C) de l'article 2 — V ne doivent pas être considérées comme excluant l'emploi d'évaluations dans le cas des petites entreprises;

8^o Que les dispositions des paragraphes B) et C) de l'article 2 — V obligent les Hautes Parties contractantes à faire tout ce qui dépend de elles pour fournir des données représentatives, mais que, néanmoins, dans un pays où l'industrie est peu développée, il peut être impossible de fournir des statistiques détaillées;

9^o Que, dans les pays où, en raison de conditions locales telles que l'étendue du territoire le caractère disséminé des industries et la distance qui les sépare de leurs marchés, la préparation mensuelle d'indices des prix de gros n'est pas pratiquement possible, la publication trimestrielle de ces indices sera considérée comme répondant aux prescriptions de l'article 2—VI.

II.

Les réserves énoncées ci-dessous sont acceptées:

1^o Article 2—III B).

Turquie: Les relevés prévus à ce paragraphe seront établis et publiés par la Turquie à des intervalles aussi rapprochés que possible sans qu'il y ait obligation que ces relevés soient annuels.

Union Sud-Africaine: Les relevés ne contiendront pas d'informations concernant la superficie cultivée dans les exploitations indigènes, et dans les réserves indigènes, les domaines des nègres et les centres de missions.

2^o Article 2—III E).

Brésil: Ces dispositions ne s'appliquent pas au Brésil.

3^o Article 2—IV, paragraphe 2, a)

Japon: Le choix des minerais sera laissé à la discrétion du Gouvernement japonais.

4^o Article 2—V B), C).

Ville libre de Dantzig, Grèce, Portugal, Turquie: Les relevés prévus à ces paragraphes ne seront pas obligatoires.

5^o Article 2—VI.

Portugal: La publication mensuelle de nombres-indices dans un avenir rapproché ne sera pas obligatoire.

6^o Article 3—alinéa 2.

Mexique, Turquie: Cet alinéa sera considéré, non comme une obligation, mais comme une recommandation.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole.

Fait à Genève, le quatorze décembre mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE

Wagemann
Dr Platzer

AUTRICHE

W. Breisky
Dr Rothe
Riemer

BELGIQUE

A. Julin

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

J. A. Barbosa-Carneiro
A. Cavalcanti Albuquerque de Gusmão.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

S. J. Chapman

GERMANY

AUSTRIA

BELGIUM

UNITED STATES OF BRAZIL

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention of this day's date, the undersigned Plenipotentiaries declare that they have agreed on the interpretations of the various provisions of the Convention set out hereunder in the first part of this Protocol and that they accept the reservations made in virtue of the first paragraph of Article 17 of the said Convention which are set out in the second part of this Protocol.

PART I.

It is understood:

(1) That nothing in this Convention shall be interpreted as limiting or affecting the competence of the International Institute of Agriculture;

(2) That nothing in the present Convention imposes any obligation to compile or to publish particulars which would result in the disclosure of information relating to any individual establishment;

(3) That the provisions of the present Convention may be suspended in the case of any High Contracting Party, exceptionally, for as limited a time as possible, and to the extent which circumstances render necessary, in the case of *force majeure* or grave events affecting the safety of the State;

(4) That the provisions of Article 2—1 (a) do not require that quantities should be shown in the case of special categories of goods where the statement of their quantity would afford no information of practical utility for statistical purposes;

(5) That in the monthly returns required by Article 2—1 (a):

(a) The enumeration of articles and the data relating thereto may be shown in an abridged form;

(b) The information furnished may be of a summary character in the case of such foreign trade of a country as is of relatively little importance;

(6) That the proposals of the International Institute of Agriculture, referred to in paragraph (A) of Article 2—III, are those approved by the Ninth General Assembly of that Institute, which are reproduced in Annex VI for the purposes of information and reference; and that, in the event of the General Assembly of the International Institute of Agriculture modifying those proposals, the High Contracting Parties will be free to adopt whatever modifications are introduced therein;

(7) That the provisions of paragraphs (B) and (C) of Article 2—V are not to be regarded as excluding the use of estimates in the case of small enterprises;

(8) That the provisions of paragraphs (B) and (C) of Article 2—V oblige the High Contracting Parties to use their best endeavours to secure representative figures, but that, nevertheless, in a country where industry is little developed, it may not be possible to furnish elaborate statistics;

(9) That, in countries where, in view of local circumstances, such as the extent of the territory, the scattered character of the industries, and the distances which separate such industries from their markets, the monthly preparation of index numbers of wholesale prices is not feasible, a quarterly publication of such indices will be deemed to satisfy the requirements of Article 2—VI.

PART II.

The reservations set out below are accepted:

(1) Article 2—III (B).

Turkey: Returns provided for in this paragraph shall be compiled and published in Turkey at intervals as short as possible, but shall not be required annually.

Union of South Africa: Returns will not contain information with regard to area under crops on native farms, and in native reserves, locations and mission stations.

(2) Article 2—III (E).

Brazil: These provisions will not apply to Brazil.

(3) Article 2—IV, paragraph (2) (a).

Japan: The choice of the ores shall be left to the discretion of the Japanese Government.

(4) Article 2—V (B), (C).

Free City of Danzig, Greece, Portugal, Turkey: The returns provided for in these paragraphs will not be required.

(5) Article 2—VI.

Portugal: Monthly publication of index numbers will not be required in the immediate future.

(6) Article 3—paragraph 2.

Mexico, Turkey: This paragraph will not apply as an obligation, but as a recommendation.

UNION SUD-AFRICAINE

Dan. J. de Villiers

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

Sean Lester

BULGARIE

D. Michaykoff

DANEMARK

Adolph Jensen

VILLE LIBRE DE DANTZIG

E. Szturm de Sztram

Dr Martin. J. Funk

ÉGYPTE

James I. Craig

Hencin G. Henein

ESTONIE

ad referendum

Albert Pullerits

FINLANDE

Rudolf Holsti

Martti Kovero

Werner Lindgren

FRANCE

M. Huber

Gayon

GRÈCE

D. Bikelas

HONGRIE

Jules de Konkoly-Thege

ITALIE

Corrado Gini

JAPON

Ito

UNION OF SOUTH AFRICA

IRISH FREE STATE

BULGARIA

DENMARK

FREE CITY OF DANTZIG

EGYPT

ESTONIA

FINLAND

FRANCE

GREECE

HUNGARY

ITALY

JAPAN

LETTONIE	<i>ad referendum</i> Charles Duzmans	LATVIA	ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
LUXEMBOURG	Ch. G. Vermaire	LUXEMBURG		Const. Fotitch Dr Max Birkovitch Lazare M. Kostitch
NORVÈGE	Gunnar Jahn	NORWAY		
PAYS-BAS	H. W. Methorst L. P. de Bussy	THE NETHERLANDS	SUÈDE	K. I. Westman
POLOGNE	E. Szturm de Sztrum	POLAND	SUISSE	W. Stucki J. Lorenz K. Acklin
PORTUGAL	F. de Calheiros e Menezes Casimiro Antonio Chambica da Fonseca	ROUMANIA	TCHÉCOSLOVAQUIE	CZECHOSLOVAKIA
ROUMANIE	C. Antoniade			Dr Jos Mráz Dr Josef Ryba Cyril Horáček
				SWEDEN
				SWITZERLAND

ANNEXE I.

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

(Voir article 3.)

Partie I.

I. Les statistiques du commerce extérieur seront établies selon l'une des deux méthodes indiquées ci-après:

a) *Lorsque les relevés du commerce spécial sont établis seuls ou parallèlement avec les relevés du commerce général:*

Les importations spéciales comprendront toutes les marchandises déclarées pour la consommation intérieure dans le territoire auquel s'appliquent les statistiques, ainsi que toutes les marchandises déclarées (dans les conditions normales du régime de l'admission temporaire) en vue d'une transformation, d'une réparation ou d'un complément de main-d'œuvre. Le réemballage, le réassortiment et le mélange ne constituent pas une transformation ou un complément de main-d'œuvre.

Les exportations spéciales comprendront toutes les exportations de marchandises produites à l'intérieur du territoire statistique du pays ou nationalisées.

Par marchandises nationalisées, il faut entendre les marchandises d'importation mises à la libre disposition des importateurs après avoir acquitté, le cas échéant, les droits dont elles sont passibles, ou qui ont reçu la transformation, la réparation ou le complément de main-d'œuvre en vue desquels elles avaient été admises en franchise temporaire.

Le commerce spécial des importations et des exportations ne doit comprendre aucune partie du trafic de transit, tel qu'il est défini au paragraphe V, 30, ci-dessous.

Le commerce général comprend: à l'importation, tout ce qui arrive des territoires non compris dans le territoire statistique; à l'exportation, tout ce qui sort du territoire statistique pour une destination extérieure. Toutefois sont exclues les marchandises en transit direct, ainsi que les marchandises simplement transbordées dans les ports sous le contrôle de la douane.

Les trafics: 1^o de transit indirect, et, 2^o de transit direct (y compris les transbordements) seront indiqués, par pays, dans des tableaux séparés. Les quantités de ces marchandises seront exprimées en poids brut; en cas d'impossibilité, toute autre base pourrait être admise, y compris celle de la valeur, à condition que les relevés indiquent la méthode utilisée.

Lorsque les marchandises soumises au régime de l'admission temporaire font l'objet de tableaux spéciaux, la valeur de chaque catégorie de marchandises (suivant le cas, valeur originelle des objets, ou valeur originelle plus valeur ajoutée: travail et matériaux) doit être indiquée à l'entrée et à la sortie.

b) *Lorsque les relevés d'importation portent uniquement sur le commerce global et que les réexportations sont également indiquées:*

Les importations globales répondront à la définition, donnée au paragraphe a) ci-dessus, du commerce général d'importation.

Les exportations et les réexportations seront indiquées séparément.

Les exportations comprendront toutes les sorties: 1^o de marchandises produites à l'intérieur du territoire statistique, et, 2^o de marchandises venant de l'extérieur qui ont subi sur ce territoire une transformation, une réparation ou un complément de main-d'œuvre.

Les réexportations comprendront toutes les marchandises importées à l'intérieur du territoire statistique (à l'exclusion du transit direct et des marchandises transbordées dans les ports sous le contrôle de la douane) et ultérieurement exportées sans avoir reçu aucune transformation ou réparation et aucun complément de main-d'œuvre.

Le réemballage, le réassortiment et le mélange ne constituent pas une transformation ou un complément de main-d'œuvre.

Le trafic de transit direct (y compris les transbordements) fera l'objet de relevés séparés, établis dans les conditions déjà stipulées au paragraphe a) ci-dessus.

Lorsque les marchandises soumises au régime de l'admission temporaire font l'objet de tableaux spéciaux, la valeur de chaque catégorie de marchandises doit être indiquée dans les conditions déjà stipulées au paragraphe a) ci-dessus.

II. Il y a lieu de maintenir ou d'instituer le système dit „des valeurs déclarées”, c'est-à-dire des valeurs indiquées par les importateurs et par les exportateurs (ou leurs agents dûment accrédités) pour chaque transaction particulière. En outre, afin d'assurer l'exactitude des statistiques du commerce extérieur, ces valeurs seront soumises à une vérification et à un contrôle systématique.

III. a) Les valeurs utilisées à cet effet seront les valeurs à la frontière d'exportation (frontière terrestre ou frontière maritime, selon le cas), c'est-à-dire, pour les importations, la valeur au point de départ augmentée des frais de transport et d'assurance depuis ce point jusqu'à la frontière d'importation, et, pour les exportations, la valeur franco bord ou franco wagon à la frontière.

A l'importation, les droits d'entrée, impôts intérieurs et charges similaires établis par le pays importateur sont exclus des valeurs. A l'exportation, les droits de sortie y sont compris, ainsi que les impôts intérieurs et charges similaires établis par le pays exportateur, en tant que ces derniers restent effectivement perçus sur les marchandises exportées.

ANNEX I.

EXTERNAL TRADE STATISTICS.

(See Article 3.)

Part I.

I. Statistics of external trade shall be compiled in one of the two ways indicated below:

(a) When returns of special trade are compiled alone or together with returns of general trade:

Special imports shall include all goods declared for domestic consumption in the territory to which the statistics apply, and all goods declared (on the conditions normally applied to „improvement trade” and „repair trade”) for transformation, repair or supplementary treatment therein. Re-packing, sorting or blending do not constitute such transformation or supplementary treatment.

Special exports shall include all exported goods produced within the territory to which the statistics apply, or nationalised therein.

Nationalised goods shall be taken to mean imported goods which are placed at the free disposal of the importers after payment of the duties, if any, to which they may be liable, or imported goods which have undergone transformation, repair or supplementary treatment, and which have been admitted temporarily free of duty for these purposes.

Special imports and special exports shall not include any part of transit trade as defined in paragraph V (3) below.

General trade shall be taken to include: as regards imports, all merchandise arriving from all territories external to the territory to which the statistics apply, and, as regards exports, all merchandise leaving that territory for an external destination. However, there shall be excluded goods under bond in direct transit or merely transhipped in ports.

Particulars by countries of (1) indirect transit trade, and (2) direct transit trade (including transhipment trade) shall be shown in separate tables. The quantities of these goods shall be stated in gross weight; in cases where this indication cannot be furnished, any other method of measurement may be adopted, including that by value, on condition that the method used is stated in the returns.

When tables showing „improvement trade” and „repair trade” are compiled; the full value of each category of goods (original value of goods, or original value plus value of work and material added, as the case may require) shall be shown both on arrival in and on despatch from the territory.

(b) When the returns of imports relate to aggregate imports only, and re-exports of such imported goods are also shown:

Aggregate imports shall comply with the definition given in paragraph (a) above of general import trade.

Exports and re-exports shall be shown separately.

All goods, despatched from the territory to which the statistics apply which (1) have been produced therein or (2), having been imported, have been subjected therein to transformation, repair or supplementary treatment, shall be shown as exports.

All goods imported into the territory to which the statistics apply and subsequently exported therefrom without undergoing any transformation, repair or supplementary treatment (excluding goods transhipped under bond, i.e., goods under Customs control in direct transit or merely transhipped in ports) shall be shown as re-exports.

Re-packing, sorting or blending do not constitute transformation or supplementary treatment.

Direct transit trade (including transhipment trade) shall form the subject of separate returns, in the manner provided in paragraph (a) above.

When tables showing „improvement trade” and „repair trade” are compiled, the full value of each category of goods shall be shown in the manner provided in paragraph (a) above.

II. There shall be maintained or established the system of valuations known as „declared values”, that is to say, values declared by importers and exporters (or their duly recognised agents) in respect of each individual transaction. Further, with a view to obtaining accuracy in statistics of external trade, such values shall be subjected to verification and systematic checking.

III. a) For this purpose values at the frontier (land or sea frontier as the case may be) shall be employed; that is to say, in the case of imports, the value at the place of despatch plus the cost of transport and insurance from that place to the frontier of the country of import, and in the case of exports, the value free on board or free on rail or road vehicle at the frontier of the country of export.

In the case of imports, import duties, internal taxes and similar charges imposed in the country of import shall be excluded from the values. In the case of exports, export duties, internal taxes and similar charges imposed in the country of export shall be included in so far as they in fact remain charged on the goods exported.

b) Quand un pays taxe *ad valorem* les marchandises importées ou exportées, la valeur calculée en vue de cette taxation, conformément aux méthodes prescrites dans la législation fiscale du pays, peut être relevée dans les statistiques d'importation ou d'exportation, même si elle diffère de la valeur définie plus haut au paragraphe a). Parallèlement, les valeurs calculées selon les mêmes méthodes peuvent être employées pour les marchandises exemptes de droits ou frappées de droits spécifiques. Les pays qui adoptent un système de ce genre doivent indiquer clairement, dans les statistiques, la méthode employée pour le calcul des valeurs et présenter une estimation au moins annuelle et si possible détaillée des valeurs calculées selon les principes énoncés au paragraphe a) ci-dessus.

IV. Il y a lieu de spécifier l'unité ou les unités de mesure utilisées pour exprimer les quantités de chaque marchandise: poids, longueur, superficie, capacité, etc.

Lorsque la quantité est exprimée au moyen d'une ou de plusieurs unités de mesure autres que le poids, les relevés annuels indiqueront le poids estimatif moyen de chaque unité, ou multiple d'unités.

En ce qui concerne le poids, il y a lieu de préciser le sens des expressions telles que „poids brut”, „poids net”, „poids net légal”, en tenant compte des sens divers que le même terme peut comporter selon les différentes catégories de marchandises auxquelles il s'applique.

V. 1º Par territoire statistique d'un pays, il faut entendre tout le territoire douanier, tous les entrepôts et dépôts en douane ou sous le contrôle de la douane, tous les ports francs et les zones franches appartenant à ce pays.

2º Lorsque deux ou plusieurs pays ont conclu une union douanière et qu'il est publié des statistiques commerciales se rapportant à l'ensemble de l'union, le territoire statistique pourra être l'ensemble des territoires de tous les pays membres de l'union.

Ces stipulations n'empêchent pas les pays de publier des statistiques séparées pour les parties non limitrophes de leurs territoires statistiques, au lieu de statistiques pour l'ensemble du territoire douanier, si celui-ci se compose de territoires non limitrophes.

3º Par transit, il y a lieu d'entendre le total du trafic de transit direct et indirect, défini ci-après.

Le trafic de transit direct comprendra toutes les marchandises traversant le territoire statistique, tel qu'il est défini ci-dessus, dans un but exclusif de transport, sans être mises à la libre disposition des importateurs ou sans être placées à l'entrepôt.

Le trafic de transit indirect comprendra toutes les marchandises provenant de territoires situés en dehors du territoire statistique du pays, qui sont mises en entrepôts ou dépôts, fictifs ou réels appartenant au territoire statistique, tel qu'il est défini ci-dessus, et qui en sont ultérieurement exportées sans être placées à la libre disposition des importateurs et sans avoir subi de transformation ou de réparation ou reçu de complément de main-d'œuvre autre que le réemballage, le réassortiment ou le mélange.

VI. Les territoires statistiques qui seront indiqués dans les relevés du commerce par pays, prescrits par la présente Convention, devront correspondre à la liste donnée à la partie II de la présente annexe.

A tout moment, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prendre les mesures nécessaires pour modifier la partie II de la présente annexe en vue de tenir compte des changements qui pourraient être survenus.

Le Comité d'experts prévu à l'article 8 de la Convention établira, aussitôt que possible après sa constitution, la liste minimum des territoires statistiques isolés ou groupés qui devront être spécifiés dans les statistiques du commerce extérieur par pays, tout pays restant libre de remplacer l'une (ou plusieurs) des positions de cette liste minimum par la série complète des positions correspondantes figurant à la partie II de la présente annexe.

Dans les tableaux statistiques indiquant, pour les diverses marchandises, les pays avec lesquels le commerce desdites marchandises est pratiqué, ceux des pays avec lesquels le commerce n'est pas important pourront être groupés sous la rubrique „Autres pays”, sans autre spécification.

Les marchandises consignées sur connaissance avec faculté d'option de déchargement ou „pour ordre”, seront indiquées séparément comme consignées „Pour ordre”.

VII. En raison de l'importance particulière que présente l'exactitude des statistiques monétaires, il sera dressé des tableaux spéciaux indiquant, en valeur et en poids, les importations et les exportations: 1º de l'or monnayé; 2º de l'or en lingots, sous la forme admise dans les règlements bancaires, et 3º de l'or sous d'autres formes.

VIII. Dans le cas de pays pour lesquels le trafic du combustible de soute présente une réelle importance, il sera dressés des relevés indiquant les quantités (et, si possible, les valeurs) estimatives ou exactes, du charbon de soute et autres combustibles de soute, fournis dans les ports du pays pour l'usage propre des navires servant au commerce extérieur. Les chiffres relatifs aux navires nationaux et aux navires étrangers seront, si possible, indiqués séparément. En ce qui concerne les ports autres que les ports maritimes, le trafic du combustible de soute ne sera indiqué que dans les cas où il présente une réelle importance.

IX. Les relevés du commerce extérieur, prévus par la présente Convention:

1º Ne devront pas comprendre:

a) A l'exportation, les approvisionnements des navires nationaux;

b) A l'importation, les produits de la pêche qui sont considérés comme production nationale par le pays où ils sont débarqués.

2º Pourront ne pas comprendre:

a) Les importations et exportations, soit à titre temporaire, soit à titre définitif, de toutes les marchandises qui ne sont pas l'objet de transactions commerciales;

b) A l'exportation, les approvisionnements des navires étrangers;

c) Les marchandises importées ou exportées en quantités assez restreintes pour être considérées comme négligeables par rapport à l'ensemble du trafic des mêmes marchandises.

X. Les relevés du commerce extérieur, prévus par la présente Convention, seront dressés pour l'année civile (1er janvier/31 décembre) et pour les mois du calendrier.

Néanmoins, tout pays auquel s'applique la présente Convention peut, en outre, maintenir une année statistique différente de l'année civile.

(b) When in any country ad valorem duties are imposed on imports or exports, the values ascertained in conformity with the methods prescribed in the fiscal legislation of such country for the assessment of these duties may be used for the purposes of the statistics of imports or exports, even though they may differ from the values as defined in paragraph (a) above. Similarly, in any such country, the values ascertained by the application of the same methods may be employed in respect of goods exempt from duty or subject to specific duties. When this course is followed in any country, its statistics must show clearly the method of valuation adopted and should give at least an annual, and if possible a detailed, estimate of the values on the basis of the method of valuation described in paragraph (a) above.

IV. The unit or units of measure in which quantities of each commodity are stated — weight, length, area, capacity, etc. — shall be precisely defined.

When the quantity of goods of any kind is expressed in any unit or units of measure other than weight, an estimate of the average weight of each unit, or multiple of units, shall be shown in the annual returns.

In the case of weights, precise definitions shall be given of the meaning of terms such as „gross weight”, „net weight” and „legal net weight”, with due regard to the varying significance of the same term when applied to different classes of goods.

V. (1) The territory to which the statistics apply shall be understood to include the Customs territory of the country concerned together with all Customs bonded and other warehouses and depôts under Customs control, and all free ports and free zones belonging to that country.

(2) When two or more countries have entered into a Customs union and trade statistics referring to the whole union are published, the territory to which the statistics apply may be the joint area of all the countries comprising that union.

Nothing in this definition shall be interpreted as preventing the publication of separate statistics for non-contiguous territories instead of statistics relating to the whole of the Customs territory, when such Customs territory is composed of non-contiguous territories.

(3) By „transit trade” shall be understood the total of all direct and indirect transit trade, as hereinafter defined.

The direct transit trade of any territory to which the statistics apply (as defined above) shall be understood to include all goods passing through that territory for purposes of transport only, without being placed at the free disposal of the importers or warehousers.

The indirect transit trade of any territory shall be understood to include all goods coming from territories external thereto which are entered into warehouses or depôts, actual or constructive, included in the territory to which the statistics apply (as defined above) and subsequently exported therefrom without being placed at the free disposal of the importers and without having undergone transformation, repair or supplementary treatment other than re-packing, sorting or blending.

VI. The statistical territories to be shown in the returns of trade by countries required by the present Convention shall correspond to the list which forms Part II of this Annex.

Any one of the High Contracting Parties may at any time request the Secretary-General of the League of Nations to take the necessary measures to modify Part II of this Annex in view of changes that may have occurred.

The Committee of Experts provided for in Article 8 shall draw up as soon as possible after their appointment a minimum list of the statistical territories, whether isolated or grouped together, which shall be specified in the statistics of external trade by countries. Nevertheless, any one or more items on this minimum list may be replaced in whole or in part by the items corresponding to it (or to them) contained in the list which forms Part II of this Annex.

In the statistical tables, showing for various categories of goods the countries with which that trade is conducted, those countries with which such trade is unimportant may be grouped under the heading „Other countries”, without further specification.

Goods consigned on optional bills of lading and cargoes „for orders” shall be shown separately as consigned „For orders”.

VII. In view of the special importance of accurate monetary statistics, returns shall be compiled showing in separate tables, under both weight and value, the imports and exports of: (1) gold coin, (2) gold in bars (in the form acceptable in inter-bank transactions), and (3) other gold.

VIII. Returns shall be compiled in the case of countries to which the bunker fuel trade is important, showing the quantities (and if possible the values), estimated or ascertained, of bunker coal and other bunker fuel supplied in the ports of the country concerned to vessels engaged in external trade, for their own use. Supplies to national vessels and to other vessels shall be shown separately, if possible. The supplies of bunker fuel in non-maritime ports are only required to be included in such returns when the bunker fuel trade in such ports is of importance.

IX. In the compilation of returns of external trade required by the provisions of this Convention:

(1) The following shall be excluded:

(a) In the case of exports, ships, stores supplied to national ships;

(b) In the case of imports, fishery products which are regarded by the country in which they are landed as its domestic produce;

(2) The following may be excluded:

(a) Imports and exports, temporary or permanent, of any goods involving no commercial transaction;

(b) In the case of exports, ships, stores supplied to foreign ships;

(c) Goods imported or exported in insignificant quantities which may be regarded as of negligible importance in comparison with the total trade in these particular goods.

X. In the compilation of the returns of external trade required by the provisions of the present Convention, the civil calendar year (January 1st to December 31st) and the calendar month shall be employed.

Nevertheless, a statistical year differing from the civil calendar year may in addition be maintained in any country to which the present Convention applies.

Partie II

LISTE DES PAYS (Territoires statistiques)

Note. — Les inclusions indiquées dans la colonne „A comprendre“ ne sont pas complètes, à moins d'être précédées du mot „Embrassant“.

Part 11

LIST OF COUNTRIES
(Territories to which the statistics apply)

Note. — The inclusions shown in the column „To include” are not exhaustive, unless preceded by the word „Comprising”.

No	Pays (territoire statistique)	A comprendre	Country (statistical territory)	To include
Europe.				
1	Albanie		Albania	
2	Allemagne	Jungholz et Mittelberg ("exclaves" douanières de l'Autriche).	Germany	Jungholz and Mittelberg (Austrian Customs exclaves).
		Non compris la Sarre, Heligoland et les "exclaves" douanières badoises.		<i>Excluding:</i> Saar, Heligoland and Baden Customs exclaves.
3	Heligoland		Heligoland	
4	"Exclaves" douanières badoises		Baden Customs ex-claves	
5	Andorre		Andorra	
6	Autriche	Non compris le Liechtenstein, Jungholz (dans le Tyrol) et Mittelberg (dans le Vorarlberg).	Austria	<i>Excluding:</i> Liechtenstein, Jungholz (in the Tyrol) and Mittelberg (in Vorarlberg).
7	Belgo - luxembourgeoise, Union économique	Embrassant: a) Belgique; b) Luxembourg.	Belgo-Luxembourg Economic Union	<i>Comprising:</i> (a) Belgium; (b) Luxembourg.
8	Bulgarie		Bulgaria	
9	Danemark	Non compris le Groenland et les îles Féroé.	Denmark	<i>Excluding:</i> Greenland and Färöe Islands.
10	îles Féroé Dantzig, Ville libre de: voir N° 26		Färöe Islands Danzig, Free City of: See N° 26	
11	Espagne	Non compris les îles Canaries, Ceuta et Andorre.	Spain	<i>Excluding:</i> Canary Islands, Ceuta and Andorra.
12	Estonie		Estonia	
13	Finlande		Finland	
14	France	Monaco, Sarre.	France	Monaco, the Saar.
		Non compris l'Algérie et Andorre.		<i>Excluding:</i> Algeria and Andorra.
15	Grèce	Crète, Samos, Lemnos, Chios, Mytilène, Mount-Athos.	Greece	Crete, Samos, Lemnos, Chios, Mytilene, Mount Athos.
16	Hongrie		Hungary	
17	Irlande, Etat Libre d'		Irish Free State	
18	Islande		Iceland	
19	Italie	Fiume, Zara et Saint-Marin.	Italy	Fiume, Zara and San Marino.
		Non compris les îles de la mer Egée.		<i>Excluding:</i> Aegean Islands.
20	îles italiennes de la mer Egée	Embrassant Rhodes, Cos, Leros, Kalymnos, Symi, Scarpano, Castelrosso et quelques autres.	Italian Aegean Islands	<i>Comprising:</i> Rhodes, Cos, Leros, Kalymnos, Symi, Scarpano, Castelrosso and some others.
21	Lettonie		Latvia	
22	Lithuanie		Lithuania	
	Luxembourg, voir N° 7	Memel (Klaipeda).	Luxemburg, See N° 7	Memel (Klaipeda).
23	Norvège	Non compris le Spitzberg.	Norway	<i>Excluding:</i> Spitzbergen.
24	Spitzberg (Svalbard)	Les îles avoisinantes.	Spitzbergen (Svalbard)	The adjacent islands.
25	Pays-Bas		Netherlands	
26	Pologne-Dantzig	Embrassant: a) Pologne; b) Ville libre de Dantzig.	Poland-Danzig	<i>Comprising:</i> (a) Poland; (b) Free City of Danzig.
27	Portugal	Madère et les Açores.	Portugal	Madeira and Azores.
		Non compris les îles du Cap-Vert.		<i>Excluding:</i> Cape Verde Islands.
28	Roumanie		Roumania	
29	Royaume - Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord	Embrassant l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles, l'Irlande du Nord et l'île de Man.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	<i>Comprising:</i> England, Scotland, Wales, Northern Ireland and Isle of Man.
30	îles anglo-normandes		Channel Islands	
31	Gibraltar		Gibraltar	
32	Malte	Gozo et Comino.	Malta	Malta
	Saar; voir N° 14		Saar; See N° 14	Gozo and Comino.
33	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des		Kingdom of the Serbs, Croats and Slovens	
34	Suède		Sweden	
35	Suisse	Liechtenstein	Switzerland	Liechtenstein.
36	Tchécoslovaquie		Czechoslovakia	
37	Turquie	Embrassant: a) Turquie d'Europe; b) Turquie d'Asie (y compris Imbros, Ténédos et îles aux Lapins).	Turkey	<i>Comprising:</i> (a) European Turkey; (b) Asiatic Turkey (including Imbros, Tenedos and Rabbit Islands).
38	Union des Républiques soviétiques socialistes (Russie)	Embrassant: a) la partie européenne de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie (c.-à-d., à l'ouest de l'Oural), plus les R.S.S. de la Russie Blanche et de l'Ukraine; b) la partie asiatique de la R.S.F.S.R. (c.-à-d., à l'est de l'Oural), plus les R.S.S. de la Transcaucasie (l'Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan), du Turkménistan (R.S.S. turcomène — Aschkhabad, Merv, etc.) et de l'Uzbekistan (R.S.S. Uzbek — Samarkand, etc.).	Union of Socialist Soviet Republics (Russia)	<i>Comprising:</i> (a) The European part of the Russian Socialist Federative Soviet Republic (i.e. west of the Urals plus the S.S.R. of White Russia and of Ukraine); (b) The Asiatic part of the R.S.F.S.R. (i.e. east of the Urals), plus the S.S.R. of Transcasia (Armenia, Georgia and Azerbaijan) of Turkmenistan (Turkoman S.S.R. — Ashkhabad, Merv, etc.) and of Uzbekistan (Uzbek S.S.R. — Samarkand, etc.).

N°	Pays (territoire statistique)	A comprendre	Country (statistical territory)	To include
Asie. — Asia.				
39	Afghanistan		Afghanistan	
40	Bhoutan		Bhutan	
41	Chine	Kouan-Toung (territoire cède à bail au Japon—Dairen, etc.), Tien-Tsin (concession italienne), Mandchourie, Sin-Kiang (Kouldja, Kachgarie et Turkestan chinois) et Kiao-Tchéou (Tsingtao).	China	Kwantung (Japanese Leased Territory—Dairen, etc.), Tientsin (Italian Concession), Manchuria, Sin-Kiang (Kulja, Kashgaria and Chinese Turkestan) and Kiao-chow (Tsing-tao).
		<i>Non compris</i> les possessions et concessions britanniques, françaises et portugaises, la Mongolie, le Thibet et le Sikkim.		<i>Excluding</i> : British, French and Portuguese concessions and possessions, Mongolia, Tibet and Sikkim.
42	Mongolie	Embrassant Mongolie du centre et Mongolie extérieure ou du Nord - Ouest (Ourga, etc.)	Mongolia	Comprising: Inner Mongolia and Outer or North - Western Mongolia (Urga, etc.).
43	Hadramaout		Hadramaout	
44	Hedjaz et Nedjed		Hedjaz and Nejd	
45	Irak		Iraq	
64	Japon	Karafuto (Sakhaline japonaise), Archipel des Kouriles (Tchishima) et Okinawa (Archipel Riou-Kiou)	Japan	Karafuto (Japanese Saghalien), Kurile Islands (Chishima) and Okinawa (Luchu or Riu-ku Islands).
		<i>Non compris</i> Corée, Formose, Kouan-Toung et îles du Pacifique sous mandat japonais.		<i>Excluding</i> Korea, Formosa, Kwantung and Mandated Pacific Islands.
47	Corée (ou Chosen)		Korea (or Chosen)	
48	Formose (ou Tai-ouan)	Iles Pescadores (Bōkōtō)	Formosa (or Taiwan)	Pescadores Islands (Bokoto).
49	Koueit		Kuwait	
50	Népal		Nepal	
51	Oman		Oman	
52	Palestine	Guadar, Transjordanie.	Palestine	Gwadur, Trans-Jordan.
53	Perse		Persia	
54	Siam		Siam	
55	Syrie	Embrassant: Syrie, Grand-Liban, Territoire alaouite et Djebel Druse.	Syria	Comprising: Syria, Great Lebanon, Alaouite Territory and Jebel Druze Territory.
56	Thibet		Tibet	
57	Yemen		Yemen	
	Dominions, Colonies, etc., britanniques:		British Dominions, Colonies, etc.:	
58	Aden	Protectorat d'Aden, Périm et îles Kouryan-Meuryan. <i>Non compris</i> Socotora.	Aden	Aden Protectorate, Perim, and Kuria Muria Islands. <i>Excluding</i> : Socotra.
59	Bahrein, îles		Bahrein Islands	
60	Bornéo du Nord britannique		British North Borneo	
61	Brunéi		Brunei	
62	Ceylan		Ceylon	
63	Chypre		Cyprus	
	Hong-Kong	Nouveaux territoires, Vieux Kouan-Loung et nouveau Kouan-Loung.	Hong-Kong	New Territories, Old Kowloon and New Kowloon.
65	Inde	Birmanie; Belouchistan; Etats (indigènes) indiens; Etats frontières et territoires de tribus (Las Beja, Khelat, Tirah, Malakand, Dir, Swat, Bajore, Chitral, Buner, Khaibar, Kurram, Waziristan, Sikkim, Towang, Naga et Mishmi Hills, Karenne et Etats Chans); Les Laquédives, Andaman et Nicobas. <i>Non compris</i> les possessions françaises et portugaises, et Aden et ses dépendances.	India	Burma; Baluchistan Indian (Native) States; Border States and Tribal Areas (Las Beja, Khelat, Tirah, Malakand, Dir, Swat, Bajaur, Chitral, Buner, Khyber, Kurram, Waziristan, Sikkim, Towang, Naga and Mishmi Hills, Karenne and Shan States); Laccadive, Andaman and Nicobar Islands. <i>Excluding</i> : French and Portuguese Possessions, and Aden and its Dependencies.
66	Malaisie britannique.	Embrassant: a) Etablissements des Détrôts, c.-à-d. Singapour (avec l'île Christmas, les îles des Cocos ou Kee-ling), Penang (avec la province Wellesley et les Dindings), Malacca, Labuan; b) Etats Malais fédérés (Pérak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang); c) Etats Malais non fédérés (Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu et Johore).	British Malaya	Comprising: (a) Straits Settlements, viz., Singapore (including Christmas Island and the Cocos-Kee-ling Islands), Penang (including Wellesley Province and the Dindings), Malacca, Labuan; (b) Federated Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang); (c) Non-Federated Malay States (Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu and Johore).
67	Sarawak		Sarawak	
68	Wei-Hai-Wei		Wei-Hai-Wei	
	Possession des Etats-Unis:		United States Possession:	
69	Philippines		Philippines	
	Colonies, etc., françaises:		French Colonies, etc.:	
70	Etablissements français de l'Inde	Chandernagor, Mahé, Karikal, Pondichéry et Yanaon.	French Possessions in India	Chandernagore, Mahé, Karikal, Pondicherry and Yanaon.
71	Indo-Chine française.	Annam, Tonkin, Cochinchine, Cambodge, Laos, Kouang-Tchéou-Ouan.	French Indo-China	Annam, Tonkin, Cochinchina, Cambodia, Laos, Kwang-Chau-Wan.

Nº	Pays (territoire statistique)	A comprendre	Country (statistical territory)	To include	Nº	Pays (territoire statistique)	A comprendre	Country (statistical territory)	To include
72	Territoire d'outre mer néerlandaise : Indes néerlandaises	Nouvelle-Guinée néerlandaise.	Dutch Overseas territory : Dutch East Indies	Dutch New Guinea.	124	Réunion	Iles Saint-Paul et île Amsterdam; îles Crozet.	Réunion	St. Paul Island and Amsterdam Island; Crozet Islands.
73	Colonies portugaises : Inde: Possessions portugaises	Goa, Damão et Diu.	Portuguese Colonies : Portuguese Posessions in India	Goa, Daman and Diu.	125	Kerguelen	Non compris la Terre Adélie et la Terre Wilkes.	Kerguelen	Excluding : Adélie Land and Wilkes Land.
74	Macao	Iles Taipa et Colôane.	Macao	Taipa Island and Colôane Island.	126	Colonies italiennes : Libye	Embrassant : a) La Tripolitaine (Tripoli, etc.); b) La Cyrénáïque (Benghazi, l'oasis de Djaraboub, etc.).	Italian Colonies : Libya	Comprising : (a) Tripolitania (Tripoli, etc.); (b) Cirenaica (Benghazi, Jarabub Oasis, etc.).
75	Timor portugaise	Ocussi et Ambeno (Lifou, Sutrama, etc.) et Pulo Kambing.	Portuguese Timor	Ocussi and Ambeno (Lifou, Sutrama, etc.) and Pulo Cambing Island.	127	Erythrée		Eritrea	
	Afrique. — Africa.				128	Somalie italienne	La rivière Djouba et Kismayou.	Italian Somaliland	Juba River and Kis-mayu.
76	Egypte	Presqu'île du Sinai. Non compris le Soudan anglo-égyptien.	Egypt	Sinai Peninsula. Excluding : Anglo-Egyptian Sudan.	129	Colonies, etc., portugaises : Iles du Cap-Vert		Portuguese Colonies, etc. :	
77	Ethiopie (ou Abyssinie)	Ethiopia (ou Abyssinia)	Ethiopia (or Abyssinia)		130	Guinée portugaise	Iles Bissagos et Bolama.	Cape Verde Islands	Bijagoz (Bissagos) and Bolama.
78	Liberia	Liberia	Liberia		131	São Thomé et Principe	São Thomé e Príncipe.	Portuguese Guinea	
79	Maroc: Présides et zone espagnoles	Maroc: Présides et zone espagnoles	Spanish Presidios and zone	Ceuta, Melilla, Alhucemas, Chafarinas, Pénon de la Gomera.	132	Angola (ou Afrique-Occidentale portugaise)	Le Cabinda.	Angola (or Portuguese West Africa)	Cabinda
	Non compris Tanger.				133	Mozambique (ou Afrique-Orientale portugaise)		Mozambique (or Portuguese East Africa)	Comprising : (a) Mozambique Province; (b) Mozambique Company territory; (c) Portuguese Nyassa.
80	Maroc: Protectorat français	Maroc: Protectorat français	Morocco: French Protectorate		134	États-Unis d'Amérique	Non compris les territoires non contigus (Alaska, Hawaï, Porto-Rico, etc.).	United States of America	Excluding : Non-contiguous territories (Alaska, Hawaii, Porto Rico, etc.).
81	Maroc: Tanger	Maroc: Tangier	Morocco: Tangier		135	Alaska		Alaska	
82	Soudan anglo-égyptien	Soudan anglo-égyptien	Anglo-Egyptian Sudan		136	Dominions britanniques : Canada		British Dominions :	
	Colonie belge et territoire sous mandat :				137	Terre-Neuve	Labrador.	Canada Newfoundland	Labrador.
83	Congo belge	Congo belge	Belgian Congo		138	Colonie danoise : Groenland		Danish Colony : Greenland	
84	Ruanda-Urundi (territoire sous mandat)	Ruanda-Urundi (Mandated Territory)	Belgian Congo and Ruanda-Urundi (Mandated Territory)		139	Colonie française : St-Pierre-et-Miquelon		French Colony : St. Pierre et Miquelon	
	Dominion, colonies, territoires sous mandat, etc., britanniques :					Amérique du Nord. — North America.			
85	Gambie	Gambie	Gambia	Colony and Protectorate.	140	Costa-Rica		Costa Rica	
86	Sierra-Leone	Sierra-Leone	Sierra Leone	Ashanti and Northern Territories.	141	Cuba		Cuba	
87	Côte de l'Or	Territoires nord et des Achanties.	Gold Coast	Excluding : British Mandated Territory of Togoland.	142	Dominican Republic		Dominican Republic	
	Non compris Togo, territoire sous mandat britannique.				143	Guatémala		Guatemala	
88	Nigéria	Nigéria	Nigeria	Lagos.	144	Haiti		Haiti	
	Non compris le Cameroun sous mandat britannique.				145	Honduras		Honduras	
89	Togo, sous mandat britannique	Togo, sous mandat britannique	British Mandated Territory of Togoland	Excluding : British Mandated Territory of Cameroons.	146	Mexique		Mexico	
90	Cameroun, sous mandat britannique	Cameroun, sous mandat britannique	British Mandated Territory of Cameroons		147	Nicaragua		Nicaragua	
91	Sainte-Hélène	Ascension.	St. Helena	Ascension.	148	Panama		Panama	
92	Tristan da Cunha	Tristan da Cunha	Tristan da Cunha			La ville de Panama et Colon.			
93	Union Sud-Africaine	Union Sud-Africaine	Union of South Africa	Bechuanaland Protectorate, Basutoland and Swaziland.		Non compris la zone du Canal de Panama.			
	Non compris le Sud-Ouest africain, territoire sous mandat, et Walfish Bay.				149	El Salvador		El Salvador	
94	Sud-Ouest africain, territoire sous mandat	Walfish Bay.	Mandated Territory of South-West Africa	Excluding : Mandated Territory of South-West Africa	150	British Colonies : Bermudes		British Colonies : Bermudas	
95	Rhodésie méridionale	Embrassant le Bassin du Zambèze de la Rhodésie du Nord.	Southern Rhodesia	Zambesi Basin of Northern Rhodesia.	151	Bahamas		Bahamas	
96	Rhodésie du Nord-Ouest	Embrassant le Bassin du Congo de la Rhodésie du Nord.	North-Western Rhodesia	Comprising : Congo Basin of Northern Rhodesia.	152	Barbade		Barbados	
97	Rhodésie du Nord-Est		North-Eastern Rhodesia	Comprising : Congo Basin of Northern Rhodesia.	153	Grenade		Grenada	
98	Nyassaland britannique		British Nyasaland		154	Jamaïque		Jamaica	
99	Kénya et Ouganda		Kenya and Uganda			Cayes Morant et Cayes Pedro.			
100	Tanganyka, territoire sous mandat		Tanganyika Mandated Territory		155	Iles Caïmans		Cayman Islands	
101	Zanzibar	Zanzibar	Zanzibar		156	Turques et Caïques		Turks and Caicos Islands	
102	Somalie britannique		British Somaliland			Morant Cays and Pedro Cays.			
103	Socotra		Socotra		157	St. Lucia			
104	Maurice		Mauritius		158	St. Vincent			
105	Seychelles	Dépendances (Rodrigues, Diego-Garcia, etc.).	Seychelles	Dependencies (Rodrigues, Diego Garcia, etc.).	159	Leeward Islands			
	Colonies, etc., espagnoles :					Comprising : Antigua (including Barbuda and Redonda), Saint-Christophe - Nièves (with Anguilla), Dominique, Montserrat, les îles Vierges britanniques (with Sombreno).			
106	Rio de Oro	Adrar et Ifni.	Rio de Oro	Adrar and Ifni.	160	Trinité et Tobago		Trinidad and Tobago	
107	Iles Canaries		Canary Islands		161	British Honduras		British Honduras	
108	Guinée espagnole	Rio Muni, Fernando-Po, Annobon, Corisco, Grand Éléboy et Petit Éléboy.	Spanish Guinea	Rio Muni, Fernando Po, Annobon, Corisco, Great Eleboy and Little Eleboy.		United States territories, etc. :			
	Colonies françaises, territoires sous mandat, etc. :				162	Porto-Rico		Porto Rico	
109	Algérie		Algeria		163	Iles Vierges des États-Unis		Virgin Islands of the United States	
110	Tunisie		Tunis			Comprising : Former Danish West Indies.			
111	Mauritanie		Mauritania		164	Zone du Canal de Panama		Cristóbal and Balboa.	
112	Sénégal	Cercle de Dakar et dépendances.	Senegal	Circle of Dakar and Dependencies.		Excluding : Panama City and Colón.			
113	Soudan français		French Sudan		165	Coloniales françaises : Guadeloupe			
114	Haute-Volta		Upper Volta			Dependencies (Marie Galante, les Saintes, Désirade, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, partie septentrionale).			
115	Niger français		French Niger		166	Martinique		Martinique	
116	Guinée française		French Guinea		167	Territoire d'outre-mer néerlandais : Curaçao		Dutch Overseas territory, Curaçao	
117	Côte d'Ivoire		Ivory Coast			Aruba and Bonaire; Saint-Eustache, île Saba, Saint-Martin (partie méridionale).			
118	Dahomey		Dahomey		168	Argentine		Aruba and Bonaire; St. Eustatius, Saba and St. Martin (southern part).	
119	Togo, sous mandat français		Togoland under French Mandate		169	Bolivie			
120	Cameroun, sous mandat français		Cameroon under French Mandate		170	Brésil			
121	Afrique-Equatoriale française	Embrassant : a) Le Gabon et le Moyen-Congo; b) Oubangui-Chari et le Tchad (y compris le Sahara français, le Kanem et le Ouadai).	French Equatorial Africa	Comprising : (a) Gabon and Middle Congo; (b) Ubangi-Shari and Chad (including French Sahara, Kanem and Wadai).	171	Chili			
	Côte française des Somalis				172	Colombie			
	Madagascar				173	Equateur			
	Amérique du Sud. — South America.					Fernando de Noronha, Ille de Pâques.			
122	Obrok, Tadjourah et Djibouti.	French Somali Coast	Obrok, Tadjourah and Djibouti.			Iles Galapagos. (Archipel de Colón).			
123	Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Nossi-Bé, Mayotte et Dépendances (Anjouan, Grande Comore, Mohéli, etc.).	Madagascar	Diégo Suarez, Sainte-Marie, Nossi-Bé, and Mayotte and Dependencies (Anjouan, Grande Comore, Mohéli, etc.).			Ecuador			

Partie III.

1. Les tableaux statistiques visés au deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Convention et spécifiés ci-après, seront établis pour une période de douze mois consécutifs.

2. Ils comprendront un certain nombre des articles faisant partie des importations et des exportations du territoire pour lequel ces tableaux sont dressés, lesdits articles étant déterminés par la Haute Partie contractante intéressée.

3. Les tableaux relatifs aux importations indiqueront, pour chacun des articles choisis aux fins de comparaison:

- a) Les pays d'origine ou de production;
 b) Les pays de consignation ou de provenance;
 c) Les pays d'achat.

c) Les pays d'achat.

4. Les tableaux relatifs aux exportations indiqueront pour chacun des articles choisis aux fins de comparaison:

Par pays d'origine ou de production, il faut entendre, s'il s'agit d'un produit naturel, le pays où il a été produit, et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, le pays où il a été fabriqué, sauf si ce produit a été introduit dans le pays d'importation, étant entendu que l'importation n'a pas pour effet de modifier la destination de ce produit.

Par pays de *consignation* ou de *provenance*, il faut entendre le pays d'où la marchandise a été expédiée originairement à destination du pays d'importation, avec ou sans rupture de charge en cours de transport, mais sans transaction commerciale dans les pays

Par pays d'achat, il faut entendre le pays où le vendeur exerce son activité commer-

Part III.

1. The statistical tables referred to in the second paragraph of Article 3 of this Convention and further specified below shall be prepared for a period of twelve consecutive months.

2. These tables shall relate to a number of articles forming part of the import and export trade of the territory in respect of which they are compiled, the said articles being selected by the High Contracting Party concerned.

3. The tables relating to imports shall show for each of the selected articles, for the purposes of comparison:

- (a) The countries of origin or production;
 - (b) The countries of consignment or provenance;
 - (c) The countries of purchase.

4. The tables relating to exports shall show for each of the selected articles, for the purposes of comparison:

(a) The countries of consumption;
 (b) The countries of consignment or destination;
 (c) The countries of sale.

5. The expressions mentioned below shall, in paragraphs 3 and 4, bear respectively the meanings hereinafter defined:

The expression „country of origin or production“ shall mean, in the case of natural products, the country where the goods were produced, and, in the case of manufactured products, the country where they were transformed into the condition in which they were

The expression „country of consignment or provenance“ shall mean the country from which the goods were originally despatched to the country of import, with or without breaking bulk in the course of transport, but without any commercial trans-

The expression „country of purchase“ shall mean the country in which the seller

Par pays de *consommation*, il faut entendre le pays où la marchandise doit recevoir la destination en vue de laquelle elle a été produite, ou celui dans lequel elle doit subir une transformation, une réparation ou un complément de main-d'œuvre, étant entendu que le réemballage, le réassortiment ou le mélange ne constituent pas une transformation ni un complément de main-d'œuvre.

Par pays de *consignation* ou de *destination*, il faut entendre le pays à destination duquel la marchandise est effectivement expédiée avec ou sans rupture de charge en cours de transport, mais sans transaction commerciale dans les pays intermédiaires, s'il en existe.

Par pays de *vente*, il faut entendre le pays où l'acheteur exerce son activité commerciale.

6. La période de douze mois indiquée au paragraphe 1 ci-dessus commencera à courir pour chaque pays au plus tard le 1er janvier qui suivra la date à laquelle la Convention entrera en vigueur en ce qui concerne ce pays.

7. Aussitôt que possible après l'expiration de la période de douze mois visée au paragraphe précédent, les Hautes Parties contractantes intéressées adresseront au Comité d'experts prévu à l'article 8 un rapport indiquant, pour chacune des méthodes de classification indiquées aux paragraphes 3 et 4, les avantages et les inconvénients de tout genre révélés par l'expérience.

8. Quand le Comité d'experts aura reçu des rapports de la moitié des pays pour lesquels la Convention est en vigueur à ce moment, il présentera, dans un délai de trois mois, un avis sur les résultats de l'examen de ces rapports. Cet avis sera communiqué aux gouvernements des Hautes Parties contractantes en vue d'un accord complémentaire.

ANNEXE II. STATISTIQUE DES PÊCHERIES (Voir Article 4.)

La statistique des pêcheries doit indiquer:

10 La quantité et la valeur de tous les produits de la pêche maritime (y compris les crustacés, les mollusques et les coquillages de toutes sortes) débarqués directement dans le pays, en distinguant les principales catégories de poissons, la nationalité des bateaux par lesquels ils sont débarqués; les relevés comprendront également, dans la mesure du possible, les produits de la pêche dans les eaux intérieures;

20 La quantité et la valeur des produits ci-dessus, importés d'autres pays et exportés à destination d'autres pays;

30 Si possible, la quantité des principaux produits de pêcherie préparés dans le pays;

40 Autant que possible, la quantité des poissons pris par des bateaux nationaux, quel que soit le lieu de débarquement et la quantité des produits aquicoles obtenus;

50 Le nombre des personnes s'occupant de la pêche, en donnant, autant qu'il est possible, la répartition par sexe et en indiquant si la pêche constitue l'occupation principale ou secondaire;

60 Le nombre et les catégories des bateaux nationaux employés à la pêche maritime et, si possible, à la pêche dans les eaux intérieures;

70 Autant qu'il est possible, les endroits d'où proviennent les produits des pêcheries débarqués dans le pays et la durée du temps employé à la pêche de ces produits.

ANNEXE III. STATISTIQUES MINIÈRES ET MÉTALLURGIQUES (Voir Article 5.)

Partie I. — Dispositions générales applicables à toutes les statistiques minières et métallurgiques.

1. Les relevés de la production des minéraux s'appliqueront, sauf disposition contraire, aux minéraux bruts, tels qu'ils sont extraits des mines, carrières, etc.

2. Les relevés indiqueront la production totale, en poids, de chacun des minéraux bruts, ainsi que:

a) Pour chacun des minerais métalliques, le poids de chacun des métaux contenus;

b) Pour chacun des minerais non métalliques, le poids de chacun des éléments constitutifs essentiels, tels qu'ils seront déterminés par le Comité d'experts prévu à l'article 8 de la Convention ou par un sous-comité qui pourra être constitué à cet effet.

3. Les relevés indiqueront non seulement la production de l'ensemble du pays, mais aussi celle des principales régions productrices.

4. Lorsque le poids est exprimé au moyen d'une unité autre que la tonne métrique, l'unité employée ainsi que le rapport entre cette unité et la tonne métrique devront être indiqués clairement.

5. Dans tous les cas où il n'est pas possible de recueillir des données exactes, telles qu'elles sont définies dans la présente annexe, il sera fourni des évaluations pour toute production de quelque importance.

Partie II. — Dispositions spéciales.

A. Minéraux non métalliques.

1. Charbon.

Les relevés indiqueront le poids net du charbon et du lignite, déduction faite des déchets non utilisables après le lavage et le triage.

Les relevés suivants seront fournis:

10 Relevés mensuels indiquant:

La production totale: a) de houille; b) de lignite;

Le nombre de jours ouvrables du mois;

L'effectif moyen du personnel, y compris le personnel employé au fond et à la surface, mais à l'exclusion du personnel administratif et technique et du personnel de bureau;

La production totale dans les entreprises minières, de coke, de briquettes de charbon et de briquettes de lignite;

20 Relevés annuels indiquant:

La production totale: a) de houille; b) de lignite;

La production totale de coke, de briquettes de charbon et de briquettes de lignite, y compris la production des établissements autres que les entreprises minières;

L'effectif moyen du personnel employé: a) au fond, et b) à la surface; c) le total de ces deux groupes, en fournissant, autant qu'il est possible, des chiffres distincts pour les deux sexes et pour les adultes et les jeunes gens, ainsi que pour le personnel de l'exploitation (y compris le personnel ouvrier de surveillance), d'une part, pour le personnel administratif et technique et le personnel de bureau, d'autre part.

II. Autres minerais non métalliques.

Les relevés indiqueront la production totale du minerai extrait de toutes les mines, carrières et autres exploitations; dans le cas de minerais tels que ceux de potasse et de soufre, les relevés indiqueront le poids total des éléments constitutifs essentiels.

The expression „country of consumption“ shall mean the country in which the goods will be put to the use for which they were produced, or in which they will undergo a process of transformation, repair or supplementary treatment, it being understood that re-packing, sorting and blending do not constitute transformation or supplementary treatment.

The expression „country of consignment or destination“ shall mean the country to which the goods were actually despatched, with or without breaking bulk in the course of transport, but without any commercial transaction in the intermediate countries (if any).

The expression „country of sale“ shall mean the country in which the purchaser of the goods carries on his business.

6. The period of twelve months referred to in paragraph 1 above shall begin to run in the case of each country, not later than the January 1st next following the date of the entry into force of the Convention in the case of the country concerned.

7. As soon as possible after the expiry of the period of twelve months referred to in the preceding paragraph, the High Contracting Parties concerned shall forward to the Committee of Experts referred to in Article 8, reports stating, in regard to each of the methods of classification referred to in paragraphs 3 and 4, the advantages and drawbacks of all kinds noted in the course of the experiment.

8. The Committee of Experts shall, within three months after the receipt of reports from half the countries in respect of which the Convention is in force at the time of their receipt, present a memorandum showing the results of its consideration of these reports. This memorandum shall be circulated to the Governments of the High Contracting Parties with a view to a supplementary agreement.

ANNEX II. STATISTICS OF FISHERIES (See Article 4.)

The statistics of fisheries should show:

1. The quantity and value of all products of sea fisheries (including crustaceans, molluses and shellfish of every kind) landed direct in the country, shown separately according to the principal kinds of fish; and the nationalities of the vessels by which they are landed, including also in the returns, if possible, and so far as it is applicable, the same information in the case of inland-water fisheries.

2. The quantity and value of the products of the fisheries mentioned above imported from other countries and exported to other countries.

3. If possible, the quantity of the principal categories of fishery products prepared in the country concerned.

4. As far as possible, the quantity of fish caught by national vessels, irrespective of the place of landing, and the quantity of aquicultural products taken.

5. The number of persons engaged in fisheries, classified, as far as possible, by sex and according to whether fishing is their main or their secondary employment.

6. The number and classes of national boats employed in sea fishing and, if possible, in inland-water fishing.

7. As far as possible, the localities in which the fishery products landed in the country were obtained and the periods spent in obtaining such products.

ANNEX III. MINERAL AND METALLURGICAL STATISTICS (See Article 5.)

Part I. — General provisions applying to all mineral and metallurgical statistics.

1. Returns of mineral production shall, unless otherwise specified, relate to the raw mineral as extracted from the mines, quarries, etc.

2. The returns shall show the total production for each raw mineral by weight and also:

(a) In the case of each of the metallic minerals, the weights of each of the metals contained therein;

(b) In the case of each of the minerals, other than metallic minerals, the weights of each of the essential constituent elements (as defined by the Committee of Experts referred to in Article 8, or such sub-committee as may be appointed for the purpose).

3. Returns shall show, not only the production of the country as a whole, but also that of the chief producing districts.

4. When the weight is given in a unit other than the metric ton, the unit employed and also its relation to the metric ton should be clearly indicated.

5. If in any case it is not possible to compile exact data as defined in this Annex, estimates shall be given in respect of any production which is of importance.

Part II. — Special provisions.

A. Non-Metallic Minerals.

1. Coal.

The returns shall show the net weight of the coal and lignite, excluding unusable waste after washing and picking.

The following returns shall be given:

1. Monthly returns showing:

Total production of: (a) coal; and (b) lignite;

Number of working days in the month;

Average number of persons employed, including those employed underground and on the surface, but excluding administrative, technical, and clerical staff;

Total production at the mining establishments of coke, coal briquettes and lignite briquettes.

2. Annual returns showing:

Total production of: (a) coal; and (b) lignite;

Total production of coke, coal briquettes and lignite briquettes, including that of non-mining establishments;

Average number of persons employed: (a) underground, (b) on the surface, and (c) the total of those employed under and above ground, and, where practicable, under the following headings: male and female, adults and young persons, operative staff (including workers engaged in supervision) and administrative, technical and clerical staff.

II. Other Non-Metallic Minerals.

The returns shall show the total production of mineral extracted from all mines, quarries and other workings, and, in the case of such minerals as potash and sulphur, the total weight of the essential constituent elements.

B. Minerai de fer et minette.

Les relevés suivants seront fournis:

1^o Relevés mensuels indiquant:

a) La production totale;

b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau);

2^o Relevés annuels indiquant:

a) La production totale du minerai brut et celle du fer contenu dans le minerai, pour chacune des catégories suivantes: magnétite, hématite, minerai carbonaté, mineraux ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel.

Les relevés indiqueront également le poids du manganèse, du chrome et du nickel contenus dans les mineraux ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel.

Chaque pays devra s'efforcer d'obtenir des données sur le minerai de fer provenant du grillage des pyrites de fer, sur son poids total et sur le poids de fer contenu.

b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau).

La question de la division éventuelle des mineraux de fer en diverses catégories selon la teneur en phosphore, sera renvoyée à l'examen du comité prévu au paragraphe 2 b) de la partie I de la présente annexe. Le comité donnera une définition des mineraux ferro-manganèse, ferro-chrome et ferro-nickel, en tenant compte des propositions formulées par la Chambre de Commerce internationale dans son rapport présenté à la Conférence de Genève.

C. Minéraux métalliques non ferreux.

Les relevés indiqueront:

a) La production totale du minerai extrait de toutes les mines, carrières et autres exploitations et le poids du métal contenu dans le minerai;

b) L'effectif moyen du personnel (indiquer si les chiffres fournis comprennent le personnel administratif et technique et le personnel de bureau).

D. Métaux.

I. Fer et acier.

1^o Fonte. — Les relevés suivants seront fournis:

a) Relevés mensuels indiquant la production de chacune des catégories ci-après:

Fonte hématite (le comité mentionné au paragraphe 2 b) de la partie I de la présente annexe sera chargé de définir la limite de la teneur en phosphore pour cette catégorie en tenant compte des propositions formulées par la Chambre de Commerce internationale dans son rapport présenté à la Conférence de Genève);

-Fonte basique, pour la fabrication de l'acier;

Ferro-alliages;

Toutes autres catégories de fonte;

b) Relevés annuels indiquant, outre la production totale de chacune des catégories ci-dessus, la production de chacun des divers ferro-alliages (ferro-silicium, ferro-manganèse, etc.);

c) Relevés annuels du nombre des hauts fourneaux existants pour la production de la fonte, en distinguant les hauts fourneaux, les fours électriques et les autres procédés de fabrication.

Relevés mensuels indiquant, pour les mêmes catégories, le nombre des hauts fourneaux existants et des hauts fourneaux en activité;

d) Relevés annuels aussi complets que possible, indiquant les quantités de mineraux de fer et de manganèse et de ferrailles utilisées pour la fabrication de la fonte.

Le comité visé au paragraphe 2 b) de la partie I de la présente annexe, sera chargé de définir le minerai de manganèse.

2^o Acier, fer puddlé. — Les relevés suivants seront fournis:

a) Relevés mensuels de la production d'acier en indiquant séparément: 1^o pour les lingots, 2^o pour les moulings en première fusion, les quantités produites en distinguant, dans chaque cas, les procédés de fabrication ci-après:

Procédé Siemens-Martin: a) acide; b) basique;

Convertisseur: a) acide; b) basique;

Four électrique;

Autres procédés de fabrication (y compris la conversion directe du minerai);

b) Relevés mensuels de la production de fer puddlé;

c) Relevés annuels du nombre des fours, convertisseurs, etc., existant dans le pays pour la production d'acier et de fer puddlé en distinguant les divers procédés mentionnés au paragraphe a);

d) Relevés annuels de la production totale des scories de déphosphoration;

e) Relevés annuels aussi complets que possible, des quantités: 1^o de fonte et 2^o de ferrailles, employées pour la production des lingots, des moulings en première fusion et du fer puddlé, en distinguant les divers procédés de fabrication mentionnés au paragraphe a);

f) Relevés mensuels aussi détaillés que possible des quantités de demi-produits et de produits finis. Le comité visé au paragraphe 2 b) de la partie I de la présente annexe établira, à cet effet, une classification appropriée comportant: 1^o une liste indiquant les catégories considérées comme un minimum nécessaire, et, 2^o une liste plus complète des catégories considérées comme désirables. Le comité tiendra compte de la classification adoptée par la Chambre de Commerce internationale.

II. Autres métaux.

Les relevés indiqueront la production totale de fonderie.

(Turpināk vēl.)

Valdības rīkojumi un pavēles.

233. rīkojums.

visiem departamentu un autonomo uzņēmumu direktoriem. Veterinārpārvaldes priekšniekiem un visiem valsts saimniecību pārzīpiem un vaditājiem.

Mūsu lauku saimniecības visuma nav bagatas ar inventaru; druskus labākā stāvoklī šīs ziņas atrodas valsts saimniecības, tomer kapitali, kas ieguldīti lauksaimniecības darba rikos un mašīnās, ir visai prāvi. Sakara ar pieaugušām metalu cenām starptautiskā tirgū nav domājams, ka mašīnas paliks lētakas, drizāk gan noverojama otvara parādība: daudzas mašīnas pat ir grūti dabūjamas. Tādēļ mašīnu jauniegādāšanas inventara palielināšanai un nolietoto mašīnu vietā jaunu iegādāšana, kas iau parastos apstākļos sagādā daudz rūpju, turpmāk nebūs vieglāka. So iemeslu dēļ būtu visai dabīgi sagaidīt, ka ar mašīnām un darba rikiem, šiem labākiem palīgiem cilvēku darbā, apiesies sāudzīgi un liet-

pratīgi nevien darbā, bet neliegs viņam pelni apkopšanu un uzglabāšanu arī pēc darba. Diemžēl, daudzās vietās esmu nōvērojis, ka nevien lauksaimnieki, bet pat valsts saimniecību vadītāji šīs ziņā smagi grēko, mašīnas un darba rīkus neturēdam piņācīgā darba kārtībā, atstādami tās neputejušas, sarūsējušas, pienācīgi neapkopotas, pēc pabeigta darba kaut kur paklaidātstātas, dažreiz pat vairākas dienas atstājot uz lauka zem klajās debess, un par viņām atminas tika tad, kad atkal kāda mašīna jāņem darbā.

Sāda nerūpība mašīnas mūžu ievērojamai pārsina, — mašīna darbā sāk nekārtīgi strādat, dažas daļas drīzi salūzt, kas izsauc traucējumu steidzīgā darba laikā un prasa pravas sumas mašīnas remontiem.

Uzskatīdam, ka taisni inventara — dzīvā un nedzīvā — lietpratīga lietošana un rūpīga apkopšana un kārtībā uzturēšana ir labākā apliecība par katra saimnieka spējām un viņa pienākumu izpratni un sevišķi par valsts saimniecības vadītāja istajām

B. Iron Ore and Ironstone.

The following returns shall be given:

1. Monthly returns showing:

(a) Total production;

(b) Average number of persons employed (it shall be stated whether administrative, technical and clerical staff is or is not included in the figures).

2. Annual returns showing:

(a) Total production of iron ore and of the iron content of such ore under each of the following headings viz., Magnetite, Hematite, Carbonate, Manganiferous, Chromiferous and Nickeliferous Iron Ores.

The weight of manganese, chromium and nickel contained in the manganiferous, chromiferous and nickeliferous iron ores shall also be given. An endeavour should be made to obtain and show particulars of iron ore produced from the roasting of iron-pyrites, showing the total weight and total iron content.

(b) Average number of persons employed (it should be stated whether administrative, technical and clerical staff is included in the figures).

The question of the division, if any, of iron ores into different classes according to phosphorus content shall be referred to the Committee specified in paragraph 2 (b) of Part I of this Annex, which shall also be asked to lay down a definition for manganiferous, chromiferous and nickeliferous iron ores. The attention of the Committee shall be directed to the proposals of the International Chamber of Commerce contained in its report submitted to the Conference of Geneva.

C. Non-Ferrous Metallic Ores.

The returns shall show:

(a) Total production of ore extracted from all mines, quarries and other workings and total weight of the metallic content.

(b) Average number of persons employed (it should be stated whether administrative, technical and clerical staff is or is not included in the figures).

D. Metals.

I. Iron and Steel.

(i) Pig iron. — The following returns shall be given:

(a) Monthly returns showing the total production of each of the following: Hematite pig-iron (the Committee referred to in paragraph 2 (b) of Part I of this Annex shall be asked to define the limit of phosphorus for this class; the attention of the Committee shall be directed to the proposal of the International Chamber of Commerce contained in its report — mentioned above);

Basic pig-iron for the manufacture of steel;

Ferro-alloys;

All other pig-iron;

(b) Annual returns showing both the total production under the headings mentioned in paragraph (a) above and, in the case of ferro-alloys, the production of each category of such alloys (i. e., ferro-silicon, ferro-manganese, etc.);

(c) Annual returns showing the number of furnaces in existence for the production of pig-iron, distinguishing between blastfurnaces, electric furnaces and other processes of manufacture.

Monthly returns showing separately, under the above headings, the number of furnaces existing and the furnaces in operation;

(d) Annual returns, as complete as possible, of the quantities of iron and manganese ore and scrap used in the manufacture of pig-iron. The definition of manganese ore shall be given by the Committee of Experts referred to above in paragraph 2 (b) of Part I of this Annex.

(ii) Steel and puddled Iron. — The following returns shall be given:

(d) Monthly returns of the production of steel, indicating separately:

(1) Ingots and (2) Castings direct from the furnace, showing in each case the production according to each of the following methods of manufacture:

Open-hearth (Siemens-Martin) process: (a) Acid; (b) Basic;

Convertor process: (a) Acid; (b) Basic;

Electric-furnace process;

Other processes (including direct conversion from ore);

(b) Monthly returns of the production of puddled iron;

(c) Annual returns showing the number of furnaces, convertors, etc., in existence in the country for the production of steel and puddled iron, distinguishing between the methods of manufacture enumerated in paragraph (a);

(d) Annual returns of the total production of phosphoric basic slag;

(e) Annual returns, as complete as possible, of: (1) pig-iron and (2) scrap, consumed in the production of ingots, of castings direct from the furnace and of puddled iron, distinguishing between methods of manufacture enumerated in paragraph (a);

(f) Monthly returns, as detailed as practicable, of semi-finished and finished products. The Committee referred to above in paragraph 2 (b) of Part I of this Annex shall draw up a suitable classification for this purpose, containing a list showing: (1) the classes considered necessary as a minimum and (2) those additional classes considered desirable. The attention of the Committee shall be drawn to the classification contained in the report of the International Chamber of Commerce submitted to the Conference of Geneva.

II. Other Metals.

Annual returns shall be given showing the total smelter production.

(Turpināk vēl.)

Saimniecība spejām, jo tam uzticēta valsts manata — stingri uzticētu Jums personīgi par pienākumu raudzīties, lai Jums uzticētā saimniecība inventara apkopšana būtu nevien apmierinošā kārtībā, bet par priekšzīmi Jusu tuvākai un tālākai apkārtnei.

Attiecīgam iestādēm un personām uzduodu parbaudit šī mana rīkojuma pilnīgu izpildīšanu.

1937. g. 10. maijā.

Zemkopības ministris J. Bitznieks.

1584. lēmums.

1937. g. 5. maijā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesis” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstnesis” 1937. g. 73. num.), uzduodu likvidēties Vitrupes jūras mednieku biedrībai „Neptuns”.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.

Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

1585. lēmums.

1937. g. 5. maijā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstnesis” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstnesis” 1937. g. 73. num.), uzduodu likvidēties Dundagas laukkopības pārraudzības biedrībai.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.

Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

**Valsts un Ministru Prezidents
Dr K. Ulmanis**

izsaka savu sirsniņo pateicību Izglītības ministrijas, sieviešu organizāciju un Jaunatnes sarkanā krusta pārstāvjiem, Bērzmuižas aizsardzēm, pamatskolas skolotājiem un jaunatnei un visiem, kas š. g. 9. maija mātes dienā godinājuši ar ziediem un savu klātbūtni Bērzmuižas kapos viņa vecāku piemiņu.

**Valsts un Ministru Prezidents
Dr K. Ulmaņa**

uzdevumā Tieslietu ministrija izstrādājusi Tēvzemes balvas likuma projektu. Sodien šā likuma projektu apspriedis Mazais kabinets un tuvākās dienās arī Ministru kabinets.

Tieslietu ministris H. Apsitis par Tēvzemes balvas likumu izteicās: „Tēvzemes balvu izsniegs kā valsts atzinību un pateicību par izcilus nopelnīem tautas un valsts labā. Šī balva domāta kā par atsevišķiem ievērojamiem darbiem, tā arī par nopelnīem ilgākas darbības laikā zinātnes, mākslas, rakstniecības, celtniecības, saimniecības, audzināšanas un sabiedriskā un politiskā laukā.” LTA.

1586. lēmums.

1937. g. 5. maijā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstn.” 1937. g. 73. num.), atzīstu par nevēlamu valsts un sabiedriskām interesēm Cīceres sporta biedrību, kādēļ nolemju minēto biedrību likvidēt un ieceļu tai par likvidatoriem Ati Lukinu un Džoni Donbergu, ar sēdeklī Cīceres pagasta Upeniekū mājās.

Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstn.”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

1587. lēmums.

1937. g. 5. maijā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstn.” 1937. g. 73. num.), atzīstu par nevēlamu valsts un sabiedriskām interesēm Ebreju kurlīmēno biedrību ar nosaukumu „Hebraeischer Tambstummenbund”, kādēļ nolemju minēto biedrību slēgt un ieceļu tai par likvidatoriem: Pauli Kunstmani un Hermani Zeibotu, ar sēdeklī Rīgā, Lāčplēša ielā 108, Rīgas pilsētas I. īpatnējā pamatskolā.

Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstn.”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

Apstiprinu.
1937. g. 8. maijā.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

T a r i f s

pasažieru pārvadāšanai valsts dzelzceļu autobusos starp Rīgu-Siguldū un Rīgu-Raganu.

I. Vispārējie noteikumi.

1. Šis tarifs piemērojams pasažieru braucieniem starp Rīgu-Siguldū un Rīgu-Raganu (pa Vidzemes šoseju) valsts dzelzceļu autobusos.

2. Pasažieru pārvadāšanai starp augšminētām vietām dzelzceļi uztur satiksni ar autobusiem pēc Dzelzceļu virsvaldes noteikta un izsludinātā braucienu saraksta.

3. Autobusu līnijas gala piestātnes ir: Rīgā — Autoosta, Siguldā — pie baznīcas un Raganā.

II. Pasažieru pārvadāšana.

1. Pasažieru iekāpšanai, ja ir brivas vietas, un izkāpšanai autobuss pēc pasažieru vēlēšanās pietur ikkatrā vieta. Lai autobusu apturētu iekāpšanai, jādod apstāšanās zīme autovadītājam — paceļot roku, bet izkāpējēm vēlamā pietura jāpietiecas kasierim.

2. Vienreizēja brauciena bijetes pārdom braucējiem autobusos par 10. pantā noteiktām maksām, bet mēneša bijetes — Rīgā autosatiksmes gala piestātnē, Siguldas un Inčukalna dzelzceļa staciju bijetu kasēs par 11. pantā noteiktām maksām. Legūtās bijetes derīgas braucienam tāni posmā un virzienā, kādam tās iegūtas.

3. Pasažieri, kas braukšanai neiegādājas vajadzīgās bijetes, no autobusa jāizraida.

4. Šoseju un zemes ceļu departamenta darbiniekim, kas kontrolē autosatiksmes līnijas darbību un ir apgādāti ar sevišķām minētā departamenta izsmēgtām aplieciņām, tiesība braukt valsts dzelzceļu kārtējos satiksmes autobusos bez maksas.

5. Dzelzceļu brīvbijetes braukšanai autobusos nav derīgas, izņemot bijetes, uz kurām ir dzelzceļu galvenā direktora vai administratīvās nodalas vadītāja atzīme: „Derīga braukšanai arī dzelzceļu autobusos”.

6. Ceļojumu pārtraukumi ar vienreizējām autobusu bijetēm nav atlauti.

7. Brāukt autobusos par maksu, kāda noteikta bērna bijetei, ir tiesība 5 līdz 12 gadus veciem bērniem, Lāčplēša kara ordeņa kavalieriem kā civilā, tā arī formas tērpā, un kara invalidiem, bet mācības iestāžu audzēkņiem mācības gada laikā ar mēneša bijetēm.

Lāčplēša kara ordeņa kavalieriem līdz ar braucamo bijeti jāuzrāda autobusu kontrolēšanai personām arī Lāčplēša kara ordeņa aplieciņa kopā ar pasi vai personas aplieciņu ar uzlipinātu ipašnieka ģimēti, kara invalidiem — Tautas labklājības ministrijas izdota kara invalida aplieciņa ar uzlipinātu ipašnieka ģimēti un mācības iestāžu audzēkņiem — mācības iestādes izdota personas aplieciņa ar uzlipinātu audzēkņa ģimēti. Katram pieaugušam pasažierim ir tiesības vēst līdzi bez maksas vienu 5 gadus vecu bērnu.

8. Atmaksas par neizlietotām vai pa dalai izlietotām bijetēm nav atlautas.

9. Kā rokas bagažu atlauts līdzņemt autobusos bez maksas tādus sīkus priekšmetus vai sainjus, kuru svars nepārsniedz 10 kg un kuras pasažieris var novietot savā klēpī vai zem sēdeklīem un kuri neierobežo citu pasažieru ērtības.

Ja autobusa telpas atlauj, pasažieris var līdzņemt rokas bagažu arī virs 10 kg, bet ne vairāk par 30 kg, maksājot par tās vešanu attiecīga posma bērna bijetes cenu. Par šādas rokas bagažas pārvadāšanu dzelzceļā atbildību nenes.

1587. lēmums.

1937. g. 5. maijā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstn.” 1937. g. 73. num.), ar Rīgas apgabaltiesas administratīvās nodalas 1929. g. 30. aprīla lēmumu slēgtās biedrības „Zvāgnē” likvidaciju uz dodu izdarīt minētās biedrības valdei.

Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstn.”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

1588. lēmums.

1935. g. 5. maijā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstn.” 1937. g. 73. num.), atzīstu par nevēlamu valsts un sabiedriskām interesēm Cīceres sporta biedrību, kādēļ nolemju minēto biedrību likvidēt un ieceļu tai par likvidatoriem Ati Lukinu un Džoni Donbergu, ar sēdeklī Cīceres pagasta Upeniekū mājās.

Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstn.”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

1589. lēmums.

1937. g. 5. maijā, pamatojoties uz papildinājumu likumā par bi-drbību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidacijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.) un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Valdības Vēstn.” 1937. g. 73. num.), uz dodu likvidēties Jaunpils I. laukkopības pārraudzības biedrībai.

Biedrība jālikvidē biedrības valdei 3 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstn.”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

Apstiprinu.
1937. g. 8. maijā.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

10. Par vienas reizes braucieniem autobusos jāņem šādas maksas:

Pielikumi nosaukumi	Riga		Baltezers		Ropaži		Vangaži		Inčukalns		Sigulda	
	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.
m a k s a s l a t o s												
Riga	—	—	0,60	0,30	0,80	0,40	1,10	0,55	1,30	0,65	1,70	0,85
Baltezers	0,60	0,30	—	—	0,40	0,20	0,60	0,30	0,80	0,40	1,30	0,65
Ropaži	0,80	0,40	0,40	0,20	—	—	0,40	0,20	0,60	0,30	1,00	0,50
Vangaži	1,10	0,55	0,60	0,30	0,40	0,20	—	—	0,40	0,20	0,80	0,40
Inčukalns	1,30	0,65	0,80	0,40	0,60	0,30	0,40	0,20	—	—	0,40	0,20
Sigulda	1,70	0,85	1,30	0,65	1,—	0,50	0,80	0,40	0,40	0,20	—	—

Sigulda baznīca — Sigulda stacija 0,15

Pielikumi nosaukumi	Riga		Baltezers		Ropaži		Vangaži		Murjani		Ragana	
	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.	Pie-aug.	Bērn.
m a k s a s l a t o s												
Riga	—	—	0,60	0,30	0,80	0,40	1,10	0,55	1,30	0,65	1,60	0,80
Baltezers	0,60	0,30	—	—	0,40	0,20	0,60	0,30	1,—	0,50	1,30	

Num. pēc kartas	Preču tarifa II daļas preču nomenklaturas		Preču nosaukums kateg. grupa	Tarifa klasses			
	siksū- tijumi	tonnas		5 tonnas	10 tonnas	15 tonnas	
14	V	1	Ādas un ādiņas, jēlas (nemītas, negērētas), ar vai bez spalvām, neapstrādātas un arī šādu ādu malas vai nogriezumi				
15	V	2	Kunđi un zarnas, dzīvnieku	10	11	12	13
16	V	3	Visas šīs tarifa grupas preces, izņemot speki, taukus un taukvielas	11	12	13	14
17	V	3	Speķis, tauki un taukvielas	10	11	12	13
18	V	6	Olas, putnu	10	11	12	13
19	VI	1	Ādas un ādiņas, gērētas, mītas, jēlmītas vai citādi apstrādātas, un arī to atgriezumi				
20	VIII	2	Lupatas un kankari, izņemot zīda	10	11	12	13
21	VIII	2	Audumi: kokvilnas, linu un vilnas visādi	12	13	14	15
22	VIII	3	Diegi un diedziņi, linu un kokvilnas	10	11	12	13
23	VIII	3	Dzījas, vilnas	10	11	12	13
24	XI	1	Visas šīs tarifa grupas preces, izņemot izstrādājumus, korka koka mizas	11	12	13	14
25	XI	3	Izstrādājumi, gumijas	13	14	15	16
26	XII	1	Krami, sasmalcināts, arī pulveri	12	13	14	15
27	XIII	5	Izstrādājumi, fajansa un porcelana	11	12	13	14
28	XIII	7	Visas šīs tarifa grupas preces, izņemot elektriskās kvēlpuldzes	11	12	13	14
29	XIII	7	Kvēlpuldzes, elektriskās	9	10	11	12
30	XV	1	Visas šīs tarifa grupas preces	12	13	14	15
31	XV	3	Visas šīs tarifa grupas preces	10	11	12	13
32	XV	4	Aparati: radio un telefona; baterijas, elektriskās, anoda un kabatas; elementi, galvaniskie; komutatori, telefona; centrales, telefona, un piedevumi, radio un telefona				
33	XVI	1	Visas šīs tarifa grupas preces, izņemot ar 34. kārtas numuru uzrādītās	9	10	11	12
34	XVI	1	Lime, dažāda, izņemot zivju limi	10	11	12	13
35	XVIII	3	Celuloza (koksnes masa), sausa	13	14	15	16
36	XVIII	3	Kartons (pape) un tā izstrādājumi, visādi	12	13	14	15
37	XVIII	3	Papirs, visāds, un tā izstrādājumi, izņemot kartonu (papi), kartona izstrādājumus un celulozu	11	12	13	14
38	XXI	2	Vagoni, izjauktā veidā, un to dajas	10	11	12	13
39	XXI	5	Dīvriteņi (velosipedi) un to dajas	13	14	15	16

2) 44. b § 1. pk. preču saraksta a nodalījuma beigās ievietot:

„3. grupā: spirts, tīrīts, netirīts un denaturēts“ ar šādām tarīta klasēm: siksūt. 6., 5 ton. — 7., 10 ton. — 8. un 15 ton. — 9.

II daļa.

3) X kateg. 1. grupas A nodalījuma preces nosaukumi „Latas un latīnas“ pielik zvaigznites **) un lappuses beigās ievietot šādu atzīmi: **) Pārvadājot līdz Salaspils, Livānu un Ploces stacijām, latīnam, egles un priedes, līdz 1 m garām piemērojamas tarīta klasēs: siksūt. — 10., 5 ton. — 12., 10 ton. — 17. un 15 ton. — 17”.

4) XI kateg. 1. grupas preces „Sakkoki“ tarīčšanas sadalījumā kā a) burta nodalījumu ievietot — „a“ pusapstrādāti“ ar sekojošām tarīta klasēm: siksūt. — 7., 5 ton., — 9., 10 ton. — 12. un 15. ton. — 13., līdzīnējo „a“ nodalījumu apzīmēt par „b“ nod., bet līdzīnējo „b“ nodalījumu — par „c“ nodalījumu.

5) XIII kateg. 5. grupas preces nosaukumi „Caurules, drenu ...“ iekavas slēgt pēc vārdiem „māla caurules“, bet teksta beigas, sākot ar vārdiem „ar iekšēju diametru“, nosvitrot.

6) XIV kateg. 1. grupas preces „Skārds, dzēlzs“ tarīčšanas sadalījumā kā c nodalījumu ievietot — „c“ lietots, bojāts“ ar sekojošām tarīta klasēm: siksūt. — 9., 5 ton. — 11., 10 ton. — 17. un 15. ton. — 18.; līdzīnējo „c“ nodalījumu apzīmēt par „d“ nodalījumu.

7) XV kateg. 1. grupas preces nosaukumi „Stiepules“.. pēc vārda — „dzēlzs“ saikli „un“ aizvietot ar komatu un pēc vārda „terauda“ ievietot vārdus „un čūguna“.

Rīkojums stājas spēkā 1937. g. 19. maijā.

Dzelceļu galvenā direktora v. i. E. Dravnieks.
Ekspluat. direktors J. Stakle.

131. rīkojums.

1937. g. 10. maijā.

Papildinājums Valutas komisijas 1937. g.

114. rīkojums.

(Saraksts precēm, kuras var eksportēt vienīgi ar Valutas komisijas katraizēju atlauju).

Valutas komisijas 1937. g. 19. janvara 114. rīkojumu (izslud. „Vald. Vēstn.“ 1937. g. 15. num.) papildināt šādām precēm:

16. Būvskaliņi (izvedinuitas tarīta 1. panta 14. punkts).

17. Sīki skuju koku zāģeti vai ēveleti materiāli, kā pusgatavi muči dēliši (staves), latas (Laths), asķautīnāns kvadrata ūķersgrīzuma latas (squares) un tamīdzīgi (no izvedinuitas tarīta 1. panta 10., 11. un 12. punktiem un no 5. panta).

Šīs rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Pamats: Kreditnolikuma (1935. g. izdev.) V. piešķuma 20^o. pants.

Finansu ministris L. Ēkis. Tirdzniec. un rūpniec. depart. direktors A. Sakenfelds.

Valutas komis. priekšsēd. A. Domsbergs.

Izlabojums.

„Vald. Vēstn.“ 1937. g. 102. num. izsludinātā likumā „Papildinājumi un pārgroziņi likumā par Latvijas darba kameru“ beidzamās rindkopas pirmā rindā vārdu „64. p. 4. punkta“ vietā jālasa „64. p. 5. punkta“.

Valdības Vēstnesis

1593. lēmums.

1937. g. 10. maijā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedribu, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un registrēšanas kārtību izpēmuma stāvokļa laikā 14^o. pantu („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 163. num.), un likumu par Sabiedrisko lietu ministrijas nodibināšanu („Vald. Vēstn.“ 1937. g. 73. num.), atbrivoju Arvidu Hemki no Ventspils strādnieku arodībiedrības valdes locekļa amata un viņa vietā iecēlu Augustu Dannī.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš. Preses un biedr. nod. vadītājs R. Lapsiņš.

Valdības iestāžu pazīpojumi.

Meklējamo personu 825. saraksts.

50494. Budovas (Budovs), Kazījs, dzim. 1895. g. 18. II. Sauļu apr., Lietuvā, Lietuvas pav. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. Paz. dz. vietu krim. pol. pārv. uz 1937. g. 28. IV rakstu.

50495. Barutuskijs, Antons Jāzeps d., dzim. 1918. g. 9. VI Krievijā, Latvijas pils. Apv. pēc Sodu lik. 49. p. 546. p. 2. d. Paz. dz. vietu Rīgas 8. iec. mīert. uz 1937. g. 26. IV 293. r.

50496. Burkevičs, Pēteris, dzim. 1889. g. Rīgā. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. I d. Paz. dz. vietu Rīgas apr. 1. iec. mīert. uz 1937. g. 22. IV 243. r.

50497. Baranovs, Janis Aleksandra d., dzim. 1893. g. 8. I Jelgavā. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. II d. Meklē Rīgas 8. iec. mīert. ar 1937. g. 26. IV 77. r. — Aprietināt un nogādāt mekl. kaķerā.

50498. Blīdens, Zālamāns, dzim. 1902. g. 18. VIII Rīgā. Apv. pēc Sodu lik. 49. p. un lik. par sodiem un piekrītu valutas un ārejās tirdzniec. lietās 2. pk. Meklē Rīgas pils. 2. iec. izmekl. tiesīs. ar 1937. g. 30. IV 739. r. Pieprasīt no viņa kīlu Ls 10.000.— apm. bet kīlas nepiestdāšanas gadīj. aprietināt, iesk. mekl. ričībā.

50499. Dambis, Jekabs Krišjāns d., dzim. 1910. g. 17. III Teteles pag. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. I d. Meklē Rīgas apr. 1. iec. mīert. ar 1937. g. 30. IV 251. r. — Aprietināt un nogādāt mekl. ričībā.

50500. Demidovs, Marija Jāpa m., dzim. Gavrilenkova, dzim. 1912. g. Brīgu pag., Latvijas pav. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. I d. Meklē Jelgavas apr. mīert. ar 1937. g. 26. IV 377. r. — Atrašanas gadīj. to aizturēt un nodot meklētājiem.

50501. Dvojakins, Hiršs, dzim. 1908. g. 6. V Daugavpilī. Apv. pēc Sodu lik. 71. p. Meklē Politiskā pārvalde ar 1937. g. 26. IV 156438. r. — Atraš. gadīj. aprietināt un nogādāt Politiskās pārvaldes Daugavpils rajona pr-kā ričībā.

50502. Frizendorfs, Alions, dzim. 1886. g. 13. VIII Rīgā. Apv. pēc Sodu lik. 549. p. I d. Meklē krim. pol. pārv. ar 1937. g. 26. IV rakstu. — Aprietināt.

50503. Fedorovs, Jeims Martas d., dzim. 1909. g. 8. I Ozolnūžu pagastā. Meklē Rīgas 15. iec. mīert. ar 1937. g. 23. IV 72. r. — Sod. ar 2 ned. cietuma. (Izpildīt. izpr. no krim. pol. pārv.)

50504. Grasis, Olgerts - Ilgvars, dzim. 1914. g. 14. IV Rīgā. Apv. pēc Sodu lik. 553. p. Paz. dz. vietu Rīgas pils. 1. iec. mīert. uz 1937. g. 26. IV 449. r.

50505. Grīnbergs, Jānis Oto d., dzim. 1902. g. 9. II Blomes pag. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. I d. Paz. dz. vietu Rīgas pils. 1. iec. mīert. uz 1937. g. 27. IV 451. r.

50506. Grīnbergs, Janis Oto d., dzim. 1902. g. 9. II Apv. pēc Sodu lik. 553. p. Paz. dz. vietu Rīgas pils. 1. iec. mīert. uz 1937. g. 27. IV 466. r.

50507. Gasjunas, Jāzeps, dzim. 1879. g. 9. V Sarkannužas pag. Apv. pēc Sodu lik. 541. p. I d. Paz. dz. vietu Rīgas pils. 1. iec. mīert. uz 1937. g. 26. IV 275. r.

50508. Goldsteins, Alfrēds - Kārlis, dzim. 1914. g. 11. VIII Liepājā. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. I d. 49. p. — Paz. dz. vietu Liepājas lauku iec. mīert. uz 1937. g. 8. IV 240. r.

50509. Ivanovs, Atanasijs, dzim. 1901. g. 2. V Vilcānu sādžā. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. II d. Meklē Rīgas XIII iec. mīert. ar 1937. g. 28. IV 354. r. — Nogādāt mekl. kanclejā norādītā.

50510. Jezdovskis, Zoja, dzim. 1917. g. oktobri Krievija, Vjatkas gub. Apv. pēc Sodu lik. 546. p. Paz. dz. vietu krim. pol. pārv. uz 1937. g. 29. IV rakstu.

Jelgavas apgabaltiesa.

uz Civilproc. nolik 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlīk. 2451. p. pamata, uzaicinā visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1936. gada 9. novembrī mirušā Anīša Straumaja 1936. gada 16. jūlijā notariāla kārtība sastādīto testamentu vai prāsījumi pret testatora mantojušu, pieteikt savus stridus un prāsījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

Pēc minēta terminā notecejuma tiesa nekādas ierunas neviens un nepiektiekas tiesības atzīs par spēku zaudējusām.

Jelgava, 1937. g. 30. aprili.

L. № 1237/37. 4662r

Priekšsēdētāja v. J. Lecis.

Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesa.

pamatodamās uz savu š. g. 29. aprīla lēnumu, uzaicināto personu, kuras rokas atrodas obligācija par Ls 3000.— Emīlijas Dukats, dzim. Madisons, izrakstīta uz Alfonsa Pūpola vārdu, blāko cedēta, un koroborēta 1929. g. 2. oktobrī ar 4476. num. uz nekustama īpašuma Tukuma apr. Briņķu Pedvāles muižas „Mazkanīnenku” 6 F un 6 Fa mājām ar hip. 6145. num., ie sniegt to tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”; ja obligāciju noteiktā terminā neiesniegs, to atzīs par iznīcinātu un lūdzējai Linai Freidenfelds, dzim. Canka, kas sevi uzdot par šī akta likumīgo ipašnieci, izsniegas akta izrakstu, kas stāsies nozudušā originala vieta.

Jelgava, 1937. g. 30. aprili.

O. № 561/37. 4664p

Priekšsēdētāja v. J. Lecis.

Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesa.

saskaņā ar savu 1937. gada 29. aprīla lēnumu, uzaicinā kopš 1914. g. bezvēsts promesošo Rebeku Kiršbaums ierastes tiesīsai vai dot tiesas par sevi ticas mas zīgas 1 gada laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”, un līdz ar šo uzaicinā arī katru citu personu, kam ir drošas zīgas par minetas Rebekas Kiršbaumu atrašanās vietu vai nāvi, pieteikt tās šai tiesai, ar brīdinājumu, ka nolikta laikā nesāņemusi drošas zīnas par to, ka minēta Rebecka Kiršbaum ir dzīva, tiesa uz ieinteresēto personu līgumur. saskaņā ar Civilproc. nolik. 1569. p., atzīs viņu par mirušu.

Jelgava, 1937. g. 1. maijā.

O. № 365/37. 4804r

Priekšsēd. v. Alf. Vagals.

Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesa.

pamatodamās uz savu š. g. 29. aprīla notēnumu, paziņo, ka 2000 krievu cara rubl. parāds pēc obligācijas, korob. 1915. g. 22. maijā ar 367. num. uz Jēkabpils apr. Dignajās muižas zemesgabalu „Aveksts № XXII” ar zemesgr. 2902. num., atzīts par samaksātu un lūdzējamā Jānim - Peterim Putralim dota tiesība prasīt attiecīgas hipotečas dzēšanu zemesgrāmatās.

Jelgava, 1937. g. 1. maijā.

O. № 408/37. 4805r

Priekšsēd. v. Alf. Vagals.

Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesa.

pamatodamās uz savu š. g. 29. aprīla notēnumu, paziņo, ka 1800 kr. rbt. parāda akts - pirkuma - pārdevējuma līgums, korob. 1867. g. 20. martā ar 18. num. uz Jēkabpils apr. Erberges muižas Vindedžu mājām ar zemesgr. 46. num., atzīts par annullētu un lūdzējai Valsts zemes bankai dota tiesība prasīt attiecīgas hipotekas dzēšanu zemesgrāmatās.

Jelgava, 1937. g. 1. maijā.

Obl. № 339/37. 4806r

Priekšsēd. v. Alf. Vagals.

Sekretārs M. Devingtels.

Liepājas apgabaltiesa.

saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p. paziņo, ka tiesas 1937. gada 1. jūnijā atklātā tiesas sēde nolasīs 1936. g. 16. januari Rudbārzu pagastā mirušā Aleksandra-Vilhelma-Zaua Engela testamentu.

Liepāja, 1937. g. 8. maijā.

575m/37. 5306g

Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.

Sekretārs E. Spekis.

Liepājas apgabaltiesa.

saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p. paziņo, ka tiesas 1937. gada 1. jūnijā atklātā tiesas sēde nolasīs 1937. g. 6. marta Ezeres pagastā mirušā Jāņa Vaivariņa testamentu.

Liepāja, 1937. g. 8. maijā.

577m/37. 5307g

Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.

Sekretārs E. Spekis.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1935. g. 22. februāri mirušā Andreja Baika 1930. g. 10. maijā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. gada 2. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 430a/37. 4522g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 1. jūlijā mirušā Donata Miglana 1936. g. 25. jūnijā pagastīšas sastādītais notarialais testaments ar apgabaltiesas 1937. g. 2. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1619a/37. 4523g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 28. oktobri mirušā Maksima Dorofjeva 1936. g. 19. septembrī sastādītais notarialais testaments ar apgabaltiesas 1937. g. 2. febrāra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1473a/37. 4524g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 12. oktobri mirušā Jāna Vanaga 1936. gada 27. maijā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. g. 8. febrāra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1174a/37. 4525g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 20. septembrī mirušā Adaina Zeila 1933. gada 16. septembrī sastādītais notarialais testaments ar apgabaltiesas 1937. g. 6. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1126a/37. 4526g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 15. januari mirušā Minaja Timofejeva 1933. g. 20. septembrī sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. g. 6. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 674a/37. 4527r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 15. januari mirušā Minaja Timofejeva 1933. g. 20. septembrī sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. g. 6. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1616a/37. 4528r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 15. januari mirušā Minaja Timofejeva 1933. g. 20. septembrī sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. g. 6. marta lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 944a/37. 4528r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 15. februāri mirušā Antona Mārtiņa dēla Sprukta 1934. g. 6. maijā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1935. g. 15. janvāra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1802a/36. 4540g

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 15. februāri mirušā Antona Mārtiņa dēla Ribakova 1936. g. 30. jūlijā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 15. decembra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1479a/37. 4541r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 1. septembrī mirušā Boguses Jonanas 1934. g. 18. maijā sastādītais notarialais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 24. novembra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1962a/36. 4530r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1935. g. 1. septembrī mirušā Jāņa Baltmanu 1935. g. 3. martā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 27. oktobra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1715a/37. 4846r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1935. g. 1. septembrī mirušā Jāņa Baltmanu 1935. g. 3. martā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 27. oktobra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1962a/36. 4531r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1935. g. 22. februāri mirušā Petera Donata d. Vanaga 1936. g. 4. martā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 10. novembra lēnumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpili, 1937. g. 30. aprili. 1929a/36. 4532r

Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.

Sekretāra v. J. Tiltiņš.

Daugavpils apgabaltiesa, I. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 1. jūlijā mirušā Donata Miglana

Daugavpils 4. iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu š. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p. un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1930. g. 13. septembrī mirušā Pētera Ambrožija d. **Ivbulu** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesibas uz mantojumu, kas paličis Daugavpils apr. Liksnas pagasta.

Mantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4567g 1937. g. 1. maija. 350/37.

Miertiesnesis K. Avenis.

Daugavpils 4. iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu š. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p. un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1931. g. 7. decembrī mirušā Nauma Agafona d. **Fadejeva** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesibas uz mantojumu, kas paličis Daugavpils apr. Liksnas pagasta.

Mantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4568g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis K. Avenis.

Kārsavas iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu š. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1928. g. 10. novembri Nirzas pag. Raku ciemā mirušā Mikela Atmana mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas atrodas Nirzas pag. 2. Rīmū ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 364/c. 4583g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1931. g. 8. martā mirušām Kazimiram Augusta d. **Sjomkanam** Ludzas apr. Nautrenu pag. Juzupu sādžā ir paličis mantojums, un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu kādas tiesibas pieteikt tās minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.”

Kārsavā, 1937. g. 30. aprīli. 4583c/37. 5020g

Miertiesnesis v. J. L. a z d i u s.

Krāslavas 1. iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu 1937. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1924. g. 8. aprīli Rundēnu pag. Klumstovas ciemā mirušās Helenas Lipka mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaikes mantojumu. 8. viensētu. 6.849 ha kopplatībā ar tiesībām idealā daļā un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Rundēnu pag. Klumstovas ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 398/c. 4589g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1935. g. 12. augustā Nirzas pag. M. Žuriju ciemā mirušā Jāna **Kovalenko** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas atrodas Ciblas pag. Liel-Gorbu ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 372/c. 4590g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1934. g. 4. decembri Ciblas pag. Dolgošu ciemā mirušā Ignata **Valtera** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, 3. 28. viensētu un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Ciblas pag. Porkalai ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 397. 4580g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1930. g. 8. janvari Pildas pag. Bulu ciemā mirušā Andriņa **Matula** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu. 7. un 7.a viensētu un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Ciblas pag. Bulu ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 396/c. 4581g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1936. g. 26. novembri

Nirzas pag. Horoševas ciemā mirušā Vincenta **Lipavsku** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantoju, nekustamu un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Nirzas pag. Horoševas ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 394/c. 4582g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. g. 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1931. g. 7. decembrī mirušā Nauma Agafona d. **Fadejeva** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesibas uz mantojumu, kas paličis Daugavpils apr. Liksnas pagasta.

Miantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4567g 1937. g. 1. maija. 350/37.

Miertiesnesis K. Avenis.

Daugavpils 4. iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu š. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p. un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1930. g. 13. septembrī mirušā Pētera Ambrožija d. **Ivbulu** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesibas uz mantojumu, kas paličis Daugavpils apr. Liksnas pagasta.

Miantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4568g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis K. Avenis.

Kārsavas iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu š. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1928. g. 10. novembri Nirzas pag. Raku ciemā mirušā Mikela Atmana mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas atrodas Nirzas pag. 2. Rimū ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 364/c. 4583g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1937. g. 8. martā mirušām Kazimiram Augusta d. **Sjomkanam** Ludzas apr. Nautrenu pag. Juzupu sādžā ir paličis mantojums, un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu kādas tiesibas pieteikt tās minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.”

Kārsavā, 1937. g. 30. aprīli. 4583c/37. 5020g

Miertiesnesis v. J. L. a z d i u s.

Krāslavas 1. iec. miertiesnesis. saskāpā ar savu 1937. g. 30. aprīļa lēnumu, Civilproc. nolik. 1725. p. un Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1924. g. 8. aprīli Rundēnu pag. Klumstovas ciemā mirušās Helenas Lipka mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaikes mantojumu. 8. viensētu. 6.849 ha kopplatībā ar tiesībām idealā daļā un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Rundēnu pag. Klumstovas ciemā.

Miantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4568g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1932. g. 5. oktobri Pildas pag. Krievu Gorbu ciemā mirušā Savelja **Rēzeknes** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas paličis Rēzeknes apr. Bērzpils pagasta.

Miantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4557g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1932. g. 5. oktobri Pildas pag. Krievu Gorbu ciemā mirušā Savelja **Rēzeknes** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas paličis Rēzeknes apr. Bērzpils pagasta.

Miantošanas tiesibas japieteic pēc piekritības 3 mēnešu laika pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” 4558g 1937. g. 1. maija.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1937. g. 12. augustā Nirzas pag. M. Žuriju ciemā mirušā Jāna **Kovalenko** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, kas atrodas Ciblas pag. Liel-Gorbu ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 372/c. 4590g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1935. g. 12. augustā Nirzas pag. M. Žuriju ciemā mirušā Jāna **Kovalenko** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, 8. viensētu un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Nirzas pag. Liel-Gorbu ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 398/c. 4589g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1934. g. 4. decembri Ciblas pag. Dolgošu ciemā mirušā Ignata **Valtera** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, 3. 28. viensētu un dažādu kustamu mantu, kas atrodas Ciblas pag. Porkalai ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 421/c. 4591g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1930. g. 8. janvari Pildas pag. Bulu ciemā mirušā Andriņa **Matula** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešošanas „Vald. Vēstn.” savas mantošanas tiesibas uz nelaika mantojumu, nekustamu mantu, kas atrodas Ciblas pag. Gorodoku ciemā.

Pēc termīna pieteikumus nepieņems. 418/c. 4592g 1937. g. 30. aprīli.

Miertiesnesis P. Petzals.

Ludzas 2. iec. miertiesnesis. pamatodamies uz savu š. gada 30. aprīļa lēnumu un Latgales Civillik. 1239. un 1241. p., un Civilproc. nol. 1725. un 1727. p., uzaicina 1936. g. 8. janvari Pildas pag. Bulu ciemā mirušā Andriņa **Matula** mantiniekus pieteikt 3 mēnešu laikā

